



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/39
12 février 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

Rapport du Rapporteur spécial chargé de la question de l'indépendance
des juges et des avocats, M. Param Kumaraswamy

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. LE MANDAT DU RAPPORTEUR SPECIAL	1 - 6	4
II. METHODES DE TRAVAIL	7	7
III. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL	8 - 27	7
A. Consultations	9 - 12	7
B. Missions/visites	13 - 14	8
C. Communication avec des gouvernements	15 - 19	8
D. Coopération avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales	20 - 21	9
E. Autres procédures et organes de l'ONU	22 - 26	10
F. Activités de promotion	27	11
IV. CREATION D'UNE COUR CRIMINELLE INTERNATIONALE . . .	28 - 30	11
V. SITUATION DANS CERTAINS PAYS	31 - 178	12
A. Introduction	31 - 32	12
B. Situation dans certains pays ou territoires .	33	13
Bahreïn	33 - 34	13
Bangladesh	35 - 37	13
Bélarus	38 - 39	14
Bolivie	40 - 41	15
Brésil	42 - 44	15
Cambodge	45 - 48	16
Colombie	49 - 55	17
Croatie	56 - 57	19
Cuba	58 - 64	19
Egypte	65 - 67	21
France	68 - 69	22
Géorgie	70 - 73	22
Inde	74 - 85	23
Indonésie	86 - 95	26
Iran (République islamique d')	96 - 98	33
Kenya	99 - 103	34
Liban	104 - 105	35
Malaisie	106 - 116	36
Mexique	117 - 119	38
Nigéria	120	38
Pakistan	121 - 131	39
Papouasie-Nouvelle-Guinée	132 - 133	41

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Pérou	134 - 142	41
Philippines	143 - 148	44
Rwanda	149 - 152	45
Afrique du Sud	153 - 156	46
Espagne	157 - 159	47
Suisse	160 - 163	48
Tunisie	164 - 167	49
Turquie	168 - 174	50
Venezuela	175 - 176	53
Yugoslavie	177 - 178	53
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	179 - 188	54
A. Conclusions	179 - 184	54
B. Recommandations	185 - 188	55

I. LE MANDAT DU RAPPORTEUR SPECIAL

Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 1997/23 en date du 11 avril 1997 de la Commission des droits de l'homme. Il s'agit du quatrième rapport annuel présenté à la Commission des droits de l'homme par M. Param Kumaraswamy depuis que son mandat a été établi par la Commission dans sa résolution 1994/41 du 4 mars 1994, renouvelé par sa résolution 1997/246 du 22 juillet 1997 et approuvé par le Conseil économique et social dans sa décision 1994/251 du 22 juillet 1994 (voir aussi E/CN.4/1995/39, E/CN.4/1996/57 et E/CN.4/1997/32).

2. Le chapitre I du présent rapport traite des tâches confiées au Rapporteur spécial. Le chapitre II porte sur les méthodes de travail utilisées par le Rapporteur spécial dans l'accomplissement de son mandat. Dans le chapitre III le Rapporteur spécial rend compte des activités qu'il a entreprises dans le cadre de son mandat au cours de l'année écoulée. Le chapitre IV traite de la création d'une cour criminelle internationale. Le chapitre V contient de brefs résumés des appels urgents et des communications adressés à des gouvernements ou reçus de gouvernements, ainsi que les observations du Rapporteur spécial.

Tâches confiées au Rapporteur spécial

3. A sa cinquantième session, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1994/41, notant d'une part les atteintes à l'indépendance dont les magistrats et avocats ainsi que les personnels et auxiliaires de justice sont de plus en plus fréquemment les victimes et, d'autre part, la relation qui existe entre l'affaiblissement des garanties du pouvoir judiciaire et des avocats et l'intensité et la fréquence des violations des droits de l'homme, a prié le Président de la Commission de nommer, pour une période de trois ans, un rapporteur spécial dont le mandat comporterait les tâches suivantes :

a) Soumettre toute allégation sérieuse qui lui serait transmise à un examen (...) et faire part de ses conclusions à ce sujet;

b) Identifier et recenser non seulement les atteintes à l'indépendance du pouvoir judiciaire, des avocats et des personnels et auxiliaires de justice, mais aussi les progrès accomplis dans la protection et le renforcement de cette indépendance et faire des recommandations concernant la fourniture de services consultatifs ou d'assistance technique lorsque l'Etat concerné en fait la demande;

c) Etudier, en raison de leur actualité et de leur importance, et en vue de faire des propositions, certaines questions de principe, dans le but de protéger et de renforcer l'indépendance des magistrats et des avocats.

4. Sans modifier quant au fond le mandat existant, la Commission, dans sa résolution 1995/36, a souscrit à la décision du Rapporteur spécial d'utiliser, à compter de 1995, la dénomination abrégée de "Rapporteur spécial chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats".

5. Dans ses résolutions 1995/36, 1996/34 et 1997/23, la Commission des droits de l'homme a pris acte des rapports annuels du Rapporteur spécial, s'est félicitée de ses méthodes de travail et lui a demandé de présenter un autre rapport sur les activités liées à son mandat.

6. Plusieurs résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session, concernant également le mandat du Rapporteur spécial, qui en a tenu compte lorsqu'il a examiné et analysé les renseignements portés à son attention au sujet de différents pays. Il s'agit en particulier de :

a) La résolution 1997/16 sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, dans laquelle la Commission a prié tous les représentants spéciaux, rapporteurs spéciaux et groupes de travail de la Commission de continuer, dans l'exercice de leur mandat, d'accorder toute l'attention voulue aux situations concernant les minorités;

b) La résolution 1997/27 sur la promotion du droit à la liberté d'expression et d'opinion, dans laquelle la Commission a invité de nouveau les groupes de travail, les représentants et les rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'homme à se pencher, dans le cadre de leur mandat, sur la situation des personnes détenues, soumises à la violence, maltraitées ou victimes de discrimination pour avoir exercé le droit à la liberté d'opinion et d'expression, tel qu'il est proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans d'autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme et invite les groupes de travail, les représentants et les rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'homme, dans le cadre de leur mandat, à prendre note de toute détérioration du droit à la liberté d'expression;

c) La résolution 1997/28 sur la prise d'otages, dans laquelle la Commission a demandé instamment à tous les rapporteurs spéciaux et groupes de travail thématiques d'aborder, le cas échéant, la question des conséquences de la prise d'otages dans leurs prochains rapports à la Commission;

d) La résolution 1997/37 sur les droits de l'homme et les procédures thématiques, dans laquelle la Commission a invité les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail chargés de questions thématiques à : i) formuler des recommandations en vue d'éviter des violations des droits de l'homme; ii) suivre de près les progrès réalisés par les gouvernements dans les enquêtes qu'ils mènent dans le cadre de leurs mandats respectifs; iii) continuer de coopérer étroitement avec les organes conventionnels compétents et les rapporteurs par pays; iv) inclure dans leurs rapports les informations fournies par les gouvernements sur les mesures de suivi ainsi que leurs propres observations sur ce point, notamment sur les problèmes qui se posent ou les progrès accomplis, selon le cas; v) inclure régulièrement dans leurs rapports des données ventilées par sexe et examiner les caractéristiques et la pratique des violations des droits de l'homme relevant de leurs mandats qui visent spécifiquement ou principalement les femmes ou auxquelles elles sont particulièrement exposées, de manière à assurer la protection effective de leurs droits fondamentaux; prié les rapporteurs

spéciaux et groupes de travail chargés de questions thématiques d'inclure dans leurs rapports, s'il y a lieu, des observations sur les problèmes qui se posent en termes de réceptivité et sur les résultats de leurs analyses afin de s'acquitter de leurs mandats avec une efficacité accrue, et d'y faire figurer également des suggestions concernant les domaines où les gouvernements pourraient demander une assistance par l'intermédiaire du programme de services consultatifs administrés par le Centre pour les droits de l'homme et suggéré que les rapporteurs spéciaux, les représentants, les experts et les présidents des groupes de travail chargés des procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme examinent les moyens de faire connaître la situation particulière des personnes qui s'emploient à promouvoir et à protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, et de renforcer la protection de ces personnes, en tenant compte des débats que poursuivent les groupes de travail pertinents de la Commission;

e) La résolution 1997/42 sur les droits de l'homme et le terrorisme, dans laquelle la Commission a prié instamment tous les rapporteurs spéciaux et groupes de travail chargés de questions thématiques d'examiner, selon qu'il conviendrait, les conséquences des actes, méthodes et pratiques des groupes terroristes, dans leurs prochains rapports à la Commission;

f) La résolution 1997/43 sur la prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans tous les organismes du système des Nations Unies, dans laquelle la Commission a encouragé le renforcement de la coopération et de la coordination entre tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, les rapporteurs spéciaux, les procédures spéciales et autres mécanismes des droits de l'homme de la Commission et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et demandé que ceux-ci tiennent régulièrement et systématiquement compte, dans l'exercice de leur mandat, de la nécessité d'observer une équité entre les sexes et fassent figurer, dans leurs rapports, des informations sur les violations des droits fondamentaux des femmes et une analyse qualitative de la question;

g) La résolution 1997/46 sur les services consultatifs, la coopération technique et le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, dans laquelle la Commission a invité les organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux, les rapporteurs et représentants spéciaux ainsi que les groupes de travail à continuer d'inclure dans leurs recommandations, là où il y a lieu, des propositions concernant des projets spécifiques à réaliser dans le cadre du programme de services consultatifs et de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme;

h) La résolution 1997/62 sur les droits de l'homme à Cuba, dans laquelle la Commission a invité le Rapporteur spécial et les mécanismes thématiques créés par la Commission à coopérer pleinement et à échanger leurs informations et leurs conclusions sur la situation des droits de l'homme à Cuba;

i) La résolution 1997/69 sur l'application et le suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, dans laquelle la Commission a engagé tous ses représentants spéciaux, rapporteurs spéciaux, experts indépendants et groupes de travail chargés de questions thématiques à tenir pleinement compte, dans le cadre de leur mandat, des recommandations contenues dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne;

j) La résolution 1997/75 sur les droits de l'homme et les exodes massifs, dans laquelle la Commission a invité les rapporteurs spéciaux, les représentants spéciaux et les groupes de travail de la Commission et les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, agissant dans le cadre de leur mandat, à rechercher, lorsqu'il y a lieu, des informations sur les problèmes qui engendrent des exodes massifs ou qui empêchent le rapatriement librement consenti des populations et, le cas échéant, à faire figurer ces informations, assorties de recommandations, dans leurs rapports et à les porter à l'attention du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent dans l'exercice de son mandat, en consultation avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

k) La résolution 1997/78 sur les droits de l'enfant, dans laquelle la Commission, recommandant que, dans le cadre de leur mandat, tous les mécanismes de défense des droits de l'homme et tous les autres organes et mécanismes pertinents des Nations Unies ainsi que les organes de surveillance des institutions spécialisées accordent une attention aux situations particulières dans lesquelles les enfants sont en danger et leurs droits sont violés et tiennent compte des travaux du Comité des droits de l'enfant, a pris différentes décisions concernant la situation des enfants en difficulté dans différentes circonstances.

II. METHODES DE TRAVAIL

7. Dans la quatrième année de son mandat, le Rapporteur spécial continue de suivre les méthodes de travail qu'il a décrites dans le premier rapport qu'il a présenté après avoir pris ses fonctions (E/CN.4/1995/39, par. 63 à 93).

III. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL

8. On trouvera dans les sections ci-après un compte rendu des activités menées par le Rapporteur spécial dans l'exercice du mandat que lui a confié la Commission des droits de l'homme.

A. Consultations

9. Le Rapporteur spécial s'est rendu à Genève du 1er au 8 février 1997 afin de procéder à sa première série de consultations en vue d'achever son rapport à la Commission. Il a tenu des consultations avec des représentants des Missions permanentes de la Belgique, de la Chine, de l'Inde et du Nigéria.

10. Le Rapporteur spécial s'est rendu à Genève pour sa deuxième série de consultations du 24 mars au 8 avril 1997, afin de présenter son rapport à la Commission à sa cinquante-troisième session. Pendant cette période, il a rencontré des représentants du Groupe d'Amérique latine, du Groupe occidental

et du Groupe asiatique et d'autres groupes régionaux afin de les informer de ses activités en tant que Rapporteur spécial et de répondre à toute question qu'ils souhaitent lui poser. Il a également tenu des consultations avec les représentants du Gouvernement nigérian. En outre, il a organisé une réunion d'information à l'intention des organisations non gouvernementales intéressées et a rencontré plusieurs d'entre elles.

11. Le Rapporteur spécial s'est rendu à Genève pour procéder à sa troisième série de consultations, du 20 au 23 mai 1997, et assister à la quatrième réunion des rapporteurs spéciaux, représentants, experts et présidents des groupes de travail chargés de l'application des procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme et du programme de services consultatifs, qui s'est tenue du 20 au 23 mai.

12. A l'occasion de ses visites en mission en Belgique et au Royaume-Uni, le Rapporteur spécial s'est arrêté du 31 octobre au 7 novembre 1997 à Genève afin d'y tenir des consultations. A l'occasion de sa visite à New York, il s'est de nouveau arrêté, à Genève, du 22 au 29 novembre 1997, pour de nouvelles consultations.

B. Missions/visites

13. En 1997, le Rapporteur spécial a effectué des missions en Belgique (du 14 au 18 octobre 1997) puis au Royaume-Uni (du 20 au 30 octobre 1997). Ses rapports de mission contenant ses observations, conclusions et recommandations figurent dans les additifs du présent rapport.

14. Pendant la période à l'examen, le Rapporteur spécial a fait part aux Gouvernements de l'Indonésie et de la Tunisie de son souhait de procéder à une enquête in situ. Il a rappelé aux Gouvernements du Pakistan et de la Turquie ses demandes tendant à ce qu'il entreprenne une mission dans ces pays.

C. Communication avec des gouvernements

15. Pendant la période considérée, le Rapporteur spécial a adressé 18 appels urgents aux Gouvernements des 12 Etats suivants : Bangladesh, Colombie, Egypte, Inde, Mexique, Pakistan (4), Pérou, Philippines (2), Tunisie, Turquie (3), Venezuela et Yougoslavie.

16. Afin d'éviter tout double emploi inutile avec les activités d'autres rapporteurs thématiques ou rapporteurs par pays, le Rapporteur spécial s'est associé au cours de l'année écoulée avec d'autres rapporteurs spéciaux et groupes de travail pour adresser sept appels urgents, en faveur de particuliers, aux Gouvernements des sept pays suivants : Bolivie - avec le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires -, le 6 mars 1997; Brésil - conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires -, le 20 juin 1997; Colombie - avec le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires -, le 17 juillet 1997; Inde - conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires -, le 13 juin 1997; République islamique d'Iran - avec le représentant spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en République islamique

d'Iran, le Rapporteur spécial chargé des questions concernant la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires -, le 2 juillet 1997; Philippines - avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires; et Rwanda - conjointement avec le Rapporteur spécial sur la torture, le Rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Rwanda et le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires -, le 23 janvier 1997.

17. Le Rapporteur spécial a transmis 26 communications aux Gouvernements des 18 pays suivants : Bahreïn, Brésil, Colombie, Croatie, Espagne, France, Géorgie, Inde (4), Indonésie (2), Kenya (2), Liban, Malaisie (2), Mexique, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines (2), Royaume-Uni (2) et Rwanda.

18. Le Rapporteur spécial s'est en outre joint à d'autres rapporteurs spéciaux pour transmettre trois communications aux Gouvernements des trois pays suivants : Suisse - avec le Rapporteur spécial sur la torture -, le 13 juin 1996; Tunisie - avec le Rapporteur spécial chargé des questions concernant la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression -, le 4 décembre 1997; Turquie - avec le Rapporteur spécial chargé des questions concernant la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression -, le 7 octobre 1997.

19. Le Rapporteur spécial a reçu des réponses à ces appels urgents des Gouvernements des huit pays suivants : Bangladesh, Bélarus, Egypte, Inde, Pakistan, Pérou (6), Tunisie et Turquie. Il a reçu des Gouvernements de l'Inde et de la République islamique d'Iran des réponses à des appels urgents conjoints. Des réponses à des communications ont été reçues des Gouvernements des 12 pays suivants : Colombie (4), Croatie, Cuba, Espagne, Géorgie (1), Inde (5), Indonésie, Kenya, Malaisie, Mexique, Philippines et Royaume-Uni (2). Des réponses à des communications conjointes ont été reçues des Gouvernements de la Suisse (2) et de la Turquie. D'autres communications ont été reçues des Gouvernements du Bahreïn et du Pérou (2).

D. Coopération avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales

20. Le Rapporteur spécial a poursuivi le dialogue avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales aux fins de son mandat. Il remercie ces organisations de leur coopération et de l'assistance fournie au cours de l'année.

21. Dans sa correspondance antérieure avec le Rapporteur spécial, la Banque mondiale avait exprimé ses préoccupations devant la fréquence des cas de corruption des autorités judiciaires, notamment dans les pays en développement. Il a reçu récemment des informations d'ordre général sur ce phénomène dans certains pays et il a l'intention de contacter la Banque mondiale afin d'examiner la possibilité d'élaborer un programme de coopération dans ce domaine.

E. Autres procédures et organes de l'ONU

1. Coopération avec des rapporteurs spéciaux et des groupes de travail de la Commission des droits de l'homme

22. Le Rapporteur spécial a continué de collaborer étroitement avec d'autres rapporteurs spéciaux et différents groupes de travail. Comme on l'a vu plus haut, il est intervenu conjointement avec d'autres rapporteurs spéciaux et différents groupes de travail, quand il y avait lieu, afin d'éviter les doubles emplois. Il a envisagé en outre d'effectuer une mission conjointe en Tunisie avec le Rapporteur spécial chargé des questions concernant la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Il a continué de faire référence aux rapports d'autres rapporteurs spéciaux et de différents groupes de travail traitant de questions se rapportant à son mandat.

2. Coopération avec la Division de la prévention du crime et de la justice pénale

23. Dans son troisième rapport (E/CN.4/1997/32, par. 26 à 29), le Rapporteur spécial a souligné l'importance des activités menées par la Division de la prévention du crime et de la justice pénale dans la surveillance de la mise en oeuvre des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature et la nécessité, pour le Rapporteur spécial, de travailler en collaboration étroite avec cette Division.

24. Le Rapporteur spécial n'a pas été en mesure d'assister à la sixième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, qui s'est tenue à Vienne du 28 avril au 9 mai 1997. Il a néanmoins été informé par le Centre de prévention de la criminalité internationale du Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime que, au 16 décembre 1997, des réponses au questionnaire concernant l'utilisation et l'application des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature avaient été reçues de 77 pays. Il a en outre été informé que la Division de la prévention du crime et de la justice pénale était en train de procéder à une enquête similaire sur la mise en oeuvre des Principes de base relatifs au rôle du barreau et des Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet. Il demeurera en liaison avec la Division et entend travailler en collaboration étroite avec elle afin d'assurer une plus large diffusion des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature et leur application par les Etats membres.

3. Coopération avec le PNUD

25. Le Rapporteur spécial remercie le PNUD de l'aide et de la coopération qui lui ont été fournies par ses bureaux dans différents pays.

4. Coopération avec le Service des activités et programmes
du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits
de l'homme (HCDH)

26. Comme il l'a indiqué dans son troisième rapport, le Rapporteur spécial collabore actuellement avec le Service des activités et programmes du Haut-Commissariat aux droits de l'homme à l'élaboration d'un manuel de formation à l'intention des juges et des avocats (E/CN.4/1997/32, par. 31), dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Du 5 au 8 mai 1997, le Rapporteur spécial a assisté à une réunion d'experts chargés d'examiner le projet. Le texte du manuel sera révisé sur la base des observations de fond formulées par les participants au cours de la réunion d'experts et sera mis à l'essai, avant sa publication finale, à l'occasion de stages organisés à l'intention des juges et des avocats par le programme de coopération technique du HCDH. De l'avis du Rapporteur spécial, ce manuel devrait offrir aux juges et aux avocats un programme complet d'initiation aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, qui pourra être adapté cas par cas en fonction des besoins et des systèmes juridiques nationaux particuliers.

F. Activités de promotion

27. Comme il l'a indiqué dans son troisième rapport, le Rapporteur spécial estime qu'il fait partie intégrante de son mandat de faire valoir l'importance de l'indépendance de la magistrature et du barreau pour le respect de la primauté du droit dans une société démocratique, dans l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. A cet égard, il a continué de recevoir des invitations à prendre la parole dans le cadre de réunions, séminaires, conférences et programmes de formation portant sur des questions juridiques. En raison d'autres engagements, il n'a pas été en mesure d'accepter toutes les invitations au cours de l'année écoulée. Il a cependant accepté les suivantes :

a) Au Cambodge, du 23 au 25 juin 1997, il a pris la parole à l'occasion du lancement du programme de formation des juges organisé par le projet de formation juridique pour le Cambodge. Il a tenu des consultations avec le Ministre de la justice, le bureau local du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et avec d'autres organisations;

b) Du 25 au 30 août 1997, il a assisté à la quinzième Conférence LAWASIA, à Manille, à l'occasion de laquelle il a prononcé plusieurs discours et participé à des débats avec plusieurs présidents de tribunal de pays de la région Asie-Pacifique.

IV. CREATION D'UNE COUR CRIMINELLE INTERNATIONALE

28. Le Rapporteur spécial prend note avec satisfaction des travaux de la Commission préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale (créée par la résolution 50/46 du 11 décembre 1995 de l'Assemblée générale), qui se réunit périodiquement afin d'élaborer un projet d'instrument portant création d'une cour criminelle internationale permanente, lequel sera soumis à une conférence de plénipotentiaires qui se tiendra à Rome, en juin-juillet 1998. Le Rapporteur spécial est partisan d'une cour criminelle

internationale permanente forte, qui soit compétente pour examiner les violations graves de la législation internationale relative aux droits de l'homme et du droit international humanitaire.

29. En ce qui concerne l'indépendance et l'impartialité de la cour, le Rapporteur spécial est fermement convaincu que la cour criminelle internationale permanente doit avoir un procureur efficace et indépendant qui puisse ouvrir des enquêtes de son propre chef, sans considérations d'ordre politique ou autre. Un procureur ayant l'indépendance et l'impartialité requises contribuera dans une large mesure à assurer l'intégrité et l'indépendance de la cour.

30. Comme le Rapporteur spécial l'a indiqué dans son précédent rapport à la Commission (E/CN.4/1997/32, par. 45 et 46), il importe de montrer dès le début que la méthode de rémunération des juges de la cour garantit leur stabilité d'emploi et, de ce fait, leur indépendance. Il importe également que les décisions de la cour, qu'elles soient provisoires ou finales, soient respectées par les Etats. Si ceux-ci pouvaient passer outre à ses décisions, c'est la raison d'être de la cour qui serait remise en cause et le public n'aurait pas confiance dans son intégrité. En conséquence, le statut doit prévoir une procédure permettant d'assurer le respect des décisions de la cour lorsqu'elles n'ont pas été suivies d'effet. Le Rapporteur spécial espère que ces questions seront examinées comme il convient au cours de la prochaine réunion de la Commission préparatoire avant la présentation, à Rome, du projet de statut dans sa version finale.

V. SITUATION DANS CERTAINS PAYS

A. Introduction

31. Le présent chapitre contient un résumé succinct des appels urgents et des communications adressés aux gouvernements entre le 1er janvier et le 10 décembre 1997, ainsi que des réponses reçues des gouvernements en ce qui concerne les allégations formulées, entre le 1er janvier 1997 et le 28 janvier 1998, et, enfin, des réunions que le Rapporteur spécial a tenues avec les représentants de gouvernements. En outre, le Rapporteur spécial prend note dans le présent chapitre des activités d'autres mécanismes qui ont un rapport avec son mandat. Lorsqu'il l'a jugé nécessaire, il y a également inclus ses propres observations. Il tient à souligner que les appels et communications dont il est fait état dans le présent chapitre reposent exclusivement sur les informations qui lui ont été communiquées directement. Lorsque des informations étaient insuffisantes, le Rapporteur spécial n'a pas été en mesure d'agir. En outre, il regrette profondément que l'insuffisance des ressources humaines mises à sa disposition ne lui ait pas permis de donner suite à toutes les informations qui lui ont été communiquées pendant l'année écoulée et il s'en excuse auprès des organisations qui lui ont adressé des rapports solidement documentés sur certaines situations. Il reconnaît aussi que les problèmes concernant l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire ne concernent pas que les pays mentionnés dans le présent chapitre. A ce propos, il tient à souligner que le fait que tel ou tel pays ne soit pas mentionné dans le présent rapport ne signifie pas que le Rapporteur spécial considère qu'il n'existe, dans le pays en question, aucun problème touchant le pouvoir judiciaire.

32. En élaborant le présent rapport, le Rapporteur spécial a pris note des rapports de ses collègues, à savoir M. Thomas Hammarberg, Représentant spécial du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Cambodge; Mme Elisabeth Rehn, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie; et M. Michel Moussalli, Représentant spécial sur la situation des droits de l'homme au Rwanda.

B. Situation dans certains pays ou territoires

Bahreïn

Communication reçue du Gouvernement

33. Le 7 mai 1997, le Gouvernement du Bahreïn a adressé au Rapporteur spécial une lettre demandant des éclaircissements au sujet du passage de son rapport à la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme, dans lequel il avait exprimé la crainte que "les procès qui se déroulent devant la Cour de sûreté de l'Etat constituent des violations de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en raison du manque de respect des procédures régulières qui semblent les caractériser" (E/CN.4/1997/32, par. 76).

Communication adressée au Gouvernement

34. Le 12 novembre 1997, le Rapporteur spécial a répondu à la lettre en date du 7 mai 1997, expliquant qu'il avait reçu de graves allégations concernant l'absence présumée de procédure légale au sein de la Cour de sûreté de l'Etat. Selon la source de l'information, les inculpés n'ont pas accès à un avocat avant de comparaître devant la Cour de sûreté de l'Etat; les avocats de la défense n'ont pas accès aux pièces du dossier et n'ont pas suffisamment de temps pour préparer la défense de leurs clients; ils n'ont que des contacts limités avec ces derniers durant les procès tenus devant la Cour de sûreté de l'Etat et les audiences de la Cour se tiennent à huis clos. En outre, l'article 7 de la loi sur la Cour de sûreté de l'Etat stipule que "le verdict rendu par la Cour est final et ne peut en aucune manière faire l'objet d'un appel, sauf s'il a été prononcé en l'absence de l'accusé, auquel cas la procédure définie à l'article précédent est appliquée". Il a en outre été porté à l'attention du Rapporteur spécial que deux des trois cours de sûreté de l'Etat sont présidées par des membres de la famille Al-Khalifa qui gouverne l'Etat de Bahreïn. Le Rapporteur spécial a pris note du fait que la loi sur la Cour de sûreté de l'Etat prévoit effectivement des garanties de procédure qui visent les allégations contenues dans les communications adressées au Gouvernement par le Rapporteur spécial. Toutefois, la source a cité des cas précis où ces garanties de procédure n'auraient pas été respectées par la Cour de sûreté de l'Etat; ces allégations ont été résumées dans les communications adressées au Gouvernement les 16 octobre et 18 novembre 1996.

Bangladesh

Communication reçue du Rapporteur spécial

35. Le 14 février 1997, le Rapporteur spécial a adressé un appel urgent au Gouvernement du Bangladesh pour lui faire part de sa préoccupation concernant la situation judiciaire de Mme Zobaïda Rashid, femme du colonel Rashid.

Selon la source de l'information, Mme Rashid a été arrêtée le 3 novembre 1996 à son domicile, à Dhaka, et maintenue en garde à vue pendant cinq jours, période pendant laquelle on l'aurait torturée pour lui extorquer des aveux. Elle aurait été présentée au Président du Tribunal métropolitain, le 12 novembre 1996, en l'absence de son avocat et les charges retenues contre elle ne seraient pas claires. Il a été également rapporté que l'on avait tenté de fausser la procédure judiciaire et, en particulier, que son avocat avait reçu des informations inexactes sur les dates de sa comparution devant le tribunal et qu'il n'avait pas eu accès aux pièces du dossier.

Communication reçue du Gouvernement

36. En février 1997, le Gouvernement a répondu à l'appel urgent du Rapporteur spécial en faveur de Mme Zobaïda Rashid. Il a affirmé que Mme Rashid avait été arrêtée le 3 novembre 1996 en présence de son avocat, M. Forman Ali, et qu'elle était poursuivie pour détention illégale d'armes. Elle avait été placée en garde à vue pendant cinq jours dans un commissariat de police et présentée, le 9 novembre 1996, devant le Président du Tribunal métropolitain qui avait prolongé de quatre jours sa détention. L'allégation selon laquelle elle aurait été torturée en détention serait fausse et sans fondement. Le Gouvernement a ajouté que l'enquête avait permis d'établir que Mme Rashid avait participé à un complot criminel visant à assassiner Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman, qui était alors Président du Bangladesh, ainsi que 32 autres personnes, y compris des femmes enceintes et des enfants, mais qu'elle n'avait jamais été accusée de menées subversives contre le Gouvernement ni arrêtée en vertu de la loi de 1974 sur les pouvoirs spéciaux. Le Gouvernement a affirmé en outre qu'elle avait été très bien traitée en prison et qu'elle avait été autorisée à recevoir des visiteurs et des avocats. Il a en outre cité les noms des membres de sa famille et des avocats qui lui ont rendu visite en détention de 1996 à février 1997.

Observations

37. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement de sa prompte réponse à son intervention. Il n'a pas reçu de nouvelles communications de sa part.

Bélarus

Communication reçue du Gouvernement

38. Le 10 janvier 1997, le Gouvernement a répondu à la lettre du 12 novembre 1996 du Rapporteur spécial concernant des renseignements selon lesquels le chef de l'Etat aurait entrepris de suspendre la Cour constitutionnelle à la suite de la décision prise par cette dernière touchant le référendum sur deux projets de Constitution. La réponse du Gouvernement contenait des informations sur les dispositions de la Constitution qui ont trait à l'administration de la justice ainsi qu'à la nomination et à l'indépendance des juges. Elle décrivait en détail l'organisation de l'appareil judiciaire et le statut des juges tels qu'ils figurent dans la loi sur la République du Bélarus du 13 janvier 1995. Le Rapporteur spécial a reçu en outre des informations sur la procédure de nomination, les activités et les compétences des juges de la Cour constitutionnelle. Le Gouvernement a affirmé que ces informations générales concernaient la période sur laquelle portait

la demande de renseignements du Rapporteur spécial touchant la situation des organes judiciaires du Bélarus. Enfin, le Gouvernement a ajouté que le 24 novembre 1996, la République du Bélarus avait adopté par référendum une nouvelle Constitution qui modifiait la procédure de nomination des juges. Le Président de la Cour constitutionnelle, le Président de la Cour suprême et le Président de la Cour suprême pour les affaires économiques sont désormais nommés par le Président avec l'accord du Conseil de la République, alors qu'auparavant, dans l'ancienne Constitution, ils étaient élus par le Conseil suprême. La nouvelle Constitution a en outre élargi la composition de la Cour constitutionnelle et élevé la limite d'âge fixée pour en être membre.

Observations

39. Le Rapporteur spécial tient à remercier le Gouvernement de sa réponse. Il note toutefois que ce dernier ne lui a pas fourni d'informations concernant l'allégation précise qu'il lui avait communiquée. La question de l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport à l'exécutif demeure une source de préoccupation

Bolivie

Communication adressée au Gouvernement

40. Le 6 février 1997, le Rapporteur spécial a transmis, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, un appel urgent concernant le cas de M. Waldo Albarracín, avocat et président d'une organisation non gouvernementale, l'Assemblée permanente des droits de l'homme de la Bolivie, qui aurait été arrêté par huit policiers. Selon les informations reçues, l'intéressé aurait été roué de coups et menacé de mort. Il a été récemment transféré au quartier général des services techniques de la police judiciaire à La Paz, puis conduit à l'hôpital. Cet incident a peut-être un rapport avec une déclaration faite à la presse par Waldo Albarracín au sujet d'un affrontement violent entre des mineurs et la police, qui a eu lieu dans la région d'Amayapampa, en Bolivie, au cours de laquelle neuf personnes ont été tuées.

Observations

41. Au moment de l'achèvement du présent rapport, aucune réponse du Gouvernement n'était parvenue au Rapporteur spécial.

Brésil

Communications adressées au Gouvernement

42. Le 20 juin 1997, le Rapporteur spécial a adressé, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires un appel urgent concernant le procureur de l'Etat, Luis Renato Azevedo da Silveira, et son assistant, Me Marcelo Denaday. Il y était indiqué que, le 12 juin 1997, Marcelo Denaday avait fait l'objet d'une tentative d'assassinat alors qu'il était en voiture avec sa femme et ses enfants. Selon les informations reçues, Marcelo Denaday et Luis Renato Azevedo

da Silveira enquêtaient sur le meurtre de Carlos Batista de Freitas, affaire dans laquelle étaient apparemment impliqués des membres de l'organisation de police *Scuderie Detective le Cocq* (SDLC). En outre, Luis Renato Azevedo da Silveira enquêtait depuis quelque temps sur les activités de la SDLC. Apparemment, des membres de la police et de la magistrature seraient impliqués dans cette organisation. Luis Renato Azevedo da Silveira avait demandé une protection policière, qui lui avait été refusée faute de ressources.

43. Le 24 septembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement une communication concernant Pedro Montenegro, avocat membre du Forum permanent contre la violence d'Alagoas (FPCV-Al) et de la section brésilienne d'Amnesty International, et Marcelo Nascimento, avocat, président de *Grupo Gay de Alagoas* et membre du FPCV-Al. Tous deux auraient reçu des appels téléphoniques anonymes les menaçant de mort s'ils n'abandonnaient pas leur enquête sur le meurtre de deux homosexuels et d'un travesti, le 6 juin 1996.

Observations

44. Le Rapporteur spécial regrette de n'avoir reçu à ce jour aucune réponse du Gouvernement.

Cambodge

45. Les 23 et 25 juin 1997, le Rapporteur spécial a effectué une visite au Cambodge, à l'invitation du Groupe international des droits de l'homme, pour prendre la parole à l'occasion de l'ouverture du programme de formation organisé à l'intention des juges cambodgiens par le Projet de formation juridique pour le Cambodge.

46. Le 24 juin, le Rapporteur spécial a rendu visite au Ministre de la justice du Cambodge, auquel il a exprimé ses préoccupations au sujet de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans ce pays. Il a mentionné, en particulier, le fait que le Gouvernement n'avait pas convoqué le Conseil suprême de la magistrature qui, conformément à la Constitution, est chargé de nommer les juges. Il a appris que quelques juges avaient été nommés par le Gouvernement, ce qui était sans doute inconstitutionnel. Ces nominations pourraient avoir de très graves incidences sur les jugements et les décisions de ces magistrats.

47. Le Ministre de la justice a fait état des difficultés que soulevait la convocation du Conseil en raison des divergences politiques entre les deux partis qui se partageaient le pouvoir.

48. Le Rapporteur spécial fait siennes les préoccupations que le Représentant spécial du Secrétaire général au Cambodge a exprimées, dans le rapport qu'il a présenté récemment à l'Assemblée générale (A/52/489), au sujet de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans ce pays.

Colombie

Communications adressées au Gouvernement

49. Le 17 juillet 1997, le Rapporteur spécial, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, a adressé au Gouvernement un appel urgent concernant José Estanislao Amya Páez, avocat et ombudsman de la ville de San Calixto. M. Amaya Páez aurait reçu des menaces de mort émanant d'un groupe paramilitaire dénommé "Autodefensas del Catatumbo" qui lui avait donné l'ordre de quitter la région sous huit jours. Selon les informations reçues, ce groupe paramilitaire entretient des liens avec les forces de sécurité colombiennes.

50. Le 1er août 1997, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement une communication concernant les avocats José Luis Marulanda Acosta et Augusto Zapata Rojas que des membres des forces armées colombiennes auraient accusé par écrit d'être des membres actifs de l'Armée de libération nationale (ENL). Cette affirmation serait fondée sur le fait que M. Marulanda Acosta avait assuré la défense de Jhon Jairo Ocampo Franco qui avait été arrêté et accusé d'être membre de l'ENL. La source a affirmé en outre que M. Marulanda Acosta et M. Zapata Rojas, lequel partage simplement un bureau avec M. Marulanda Acosta, avaient commencé à avoir des problèmes lorsque le premier a refusé de laisser photographier son client avec du matériel qui aurait été confisqué. Les photographies devaient être envoyées à la presse nationale.

51. Le 17 novembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement un appel urgent concernant les avocats Alirio Uribe Muñoz, Rafael Barrios Mendivil et Miguel Puerto Barrera, membres du collectif d'avocats "José Alvear Restrepo". Ces avocats auraient fait l'objet de menaces et été harcelés pendant plusieurs mois. Alirio Uribe Muñoz, président du collectif, aurait été accusé de soutenir une aile de l'ENL. Ces accusations auraient été formulées dans un rapport soumis par l'armée au procureur régional de Bogota. L'armée aurait déclaré, en outre, que Miguel Puerto Barrera, représentant légal des victimes, était une cible pour les militaires. Enfin, Rafael Barrios Mendivil, représentant légal des familles et des survivants du massacre de Caloto, aurait été constamment pris en filature, harcelé et menacé.

Communications reçues du Gouvernement

52. Le 1er octobre 1997, le Gouvernement a répondu à la communication transmise par le Rapporteur spécial au sujet des avocats Luis Marulanda Acosta et Augusto Zapata Rojas. Selon le Gouvernement, le procureur régional délégué de la ville d'Armenia était en train d'enquêter sur le cas de Jhon Jairo Ocampo, qui était accusé de rébellion. L'enquête avait commencé le 7 février 1997 et, le 22 avril, le procureur a ordonné l'arrestation de l'intéressé. Le 9 mai, il a décidé de le relâcher. L'instruction suit son cours et l'on s'efforce d'établir les faits.

53. Le 3 décembre 1997, le Gouvernement a fourni des informations supplémentaires au sujet de cette affaire. Il a informé le Rapporteur spécial que, d'après un rapport du procureur de la ville d'Armenia, l'enquête concernant l'affaire de Jhon Jairo Ocampo n'avait été entachée d'aucune irrégularité justifiant la nomination d'un agent spécial; cependant, le

procureur a ordonné que la procédure fasse l'objet d'une surveillance spéciale. En outre, le Gouvernement a fait savoir que la plainte déposée par l'avocat José Luis Marulanda Acosta était en cours d'examen. Le 16 décembre 1997, le Gouvernement colombien a adressé au Rapporteur spécial une réponse à sa communication datée du 16 novembre 1997 concernant les membres du collectif d'avocats "José Alvear Restrepo". Selon le Gouvernement, cette affaire avait été examinée par les autorités gouvernementales compétentes. En particulier, la Commission de prévention et d'évaluation des risques du Programme de protection spéciale des témoins et des personnes menacées du Service administratif spécial chargé des droits de l'homme au Ministère de l'intérieur avait ordonné l'adoption de mesures de sécurité pour protéger le cabinet et l'intégrité physique des membres du collectif. Les mesures de sécurité appliquées dans l'"Edificio de Avancia" dans la ville de San Fe, à Bogota, comprenaient l'installation à l'entrée d'une porte de sécurité renforcée, un système de télévision en circuit fermé et un système d'admission du personnel fonctionnant à l'aide d'un code électronique et de cartes magnétiques. En outre, un séminaire sur l'autoprotection a été organisé à l'intention des membres du collectif. Rafael Maria Barrios, Reynaldo Villalba et Pedro Julio Mahecha avaient reçu des gilets pare-balles et des téléphones cellulaires dans lesquels les numéros de téléphone du service de sécurité du Ministère de l'intérieur avaient été mis en mémoire en cas d'urgence. Il a été demandé à la Direction des services de protection du Département de sécurité d'étudier les menaces lancées à l'encontre de MM. Alirio Uribe, Rafael Barrios, Barrios Mendivil et Puerto Barrera et d'évaluer les risques qu'ils couraient. Le Gouvernement a affirmé qu'en dépit de la communication précédente, il n'avait pas été possible d'obtenir dans les délais impartis des informations détaillées sur les enquêtes faites à propos des allégations mentionnées. Il a demandé un délai supplémentaire de deux mois pour présenter ses observations sur les allégations formulées par les membres du collectif d'avocats "José Alvear Restrepo".

54. Le 23 janvier 1998, le Gouvernement a fourni au Rapporteur spécial les informations supplémentaires demandées. Selon lui, le Procureur général avait affirmé, dans une communication récente, que la Section de lutte contre le terrorisme du Service du Procureur régional de Bogota avait confirmé que la section n'avait engagé aucune action à l'encontre de MM. Uribe Munoz, Puerto Barrera et Barrios Mendivil; au contraire, elle enquêtait sur les menaces dont ils avaient fait l'objet. Le Rapporteur spécial a été en outre informé que le Département des services de protection avait évalué l'ampleur des risques courus par les trois hommes et des actes d'intimidation dont ils faisaient l'objet. Cette étude était en cours d'examen à la Commission de prévention et d'évaluation des risques, dont les conclusions seraient communiquées au Rapporteur spécial.

Observations

55. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement colombien des réponses qu'il lui a fournies. Il note néanmoins que les communications du Gouvernement datées du 1er octobre 1997, des 3 et 16 décembre 1997 et du 23 janvier 1998 ne répondent pas à ses préoccupations concernant les avocats Marulanda Acosta et Zapata Rojas. Le Rapporteur spécial continuera de suivre l'évolution de la situation en ce qui concerne les trois plaintes en question.

Croatie

Communication adressée au Gouvernement

56. Le 4 novembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé une communication au Gouvernement croate contenant des allégations générales concernant le système judiciaire en Croatie. D'après les informations reçues, plusieurs juges auraient été relevés de leurs fonctions suite à une décision du Conseil judiciaire d'Etat, qui aurait été motivée par la nationalité d'origine ou les opinions politiques des juges bien plus que par des considérations de compétence professionnelle. Le Président de la Cour suprême, le Dr. Krunislav Olujic, aurait été révoqué le 4 janvier 1997 suite à une décision du Conseil supérieur de la magistrature qui pourrait avoir un rapport direct avec la volonté dudit Président de prendre ses distances à l'égard du parti politique au pouvoir, le HDZ. L'attention du Rapporteur spécial a également été attirée sur certains dysfonctionnements de la magistrature, et notamment sur la présélection des candidats à la magistrature par le Ministre de la justice. De plus, l'inamovibilité des magistrats n'était pas garantie. Les tribunaux croates auraient également rencontré des difficultés dans l'exécution de leurs décisions, en particulier dans les actions intentées à l'encontre des membres de l'armée croate et de la police, ou lorsque des arrêts étaient rendus en faveur de non-Croates. Il semblerait également que le droit des prévenus d'être assistés par un avocat au stade de l'instruction ou lorsqu'un recours est formé contre la mise en détention provisoire n'est pas toujours respecté.

Communication reçue du Gouvernement

57. Le 14 janvier 1998, le Rapporteur spécial a reçu une communication du Gouvernement croate en réponse à sa lettre du 4 novembre 1997. Exception faite d'un rappel général des dispositions constitutionnelles qui régissent le système judiciaire en Croatie et d'une déclaration selon laquelle la suspension de l'ancien Président de la Cour suprême n'était pas motivée par des considérations politiques, les points qui ont été soulevés dans la lettre du Rapporteur spécial n'ont pas été abordés. C'est pourquoi le Rapporteur spécial entend suivre cette question de près.

Cuba

Communication reçue du Gouvernement

58. Le 25 février 1997, le Gouvernement cubain a répondu à la lettre du Rapporteur spécial datée du 8 juillet 1996 concernant la législation cubaine sur l'indépendance des juges et des avocats et les cas des avocats cubains Leonel Morejón Almagro et René Gómez Manzano.

59. Le Gouvernement cubain a fourni des informations sur les réformes qui ont été apportées au système judiciaire depuis la fin de l'ancien régime, et notamment sur la loi qui a supprimé les tribunaux d'exception et la Chambre criminelle de la Haute Cour. Sous l'ancien régime, ces deux institutions pouvaient prononcer des peines sévères de façon sommaire sans respecter les garanties fondamentales du prévenu ou le droit de faire appel devant une juridiction supérieure. De plus le Gouvernement a fait savoir que le principe

de l'indépendance de la magistrature était consacré par la Constitution et par la loi des Tribunales Populares (tribunaux populaires) de 1990. Le décret-loi No 81 de 1984 dispose notamment que "l'exercice de la profession juridique est libre" et que les avocats sont indépendants et responsables uniquement devant la loi. L'article 5 du décret-loi No 81 définit la "Organización Nacional de Bufetes Colectivos" (organisation nationale des cabinets d'avocats associés) comme une personne morale professionnelle d'intérêt général, autonome et nationale, dont l'affiliation est volontaire et qui est régie par la loi et par ses propres accords et dispositions.

60. La loi de procédure pénale cubaine contient les dispositions applicables aux avocats et aux membres de la "Organización Nacional de Bufetes Colectivos". La loi indique notamment que les sanctions disciplinaires prononcées à l'encontre de membres de cette organisation sont susceptibles de recours devant les plus hautes instances et que des sanctions disciplinaires peuvent être prises par les tribunaux contre des gens de loi pour manquement professionnel dans l'exercice de leurs fonctions.

61. En outre, le Gouvernement a fait savoir au Rapporteur spécial que la liberté d'association et d'expression des avocats était garantie aux articles 53 et 54 de la Constitution et que celle des membres de la "Organización Nacional de Bufetes Colectivos" l'était à l'article 34 du règlement qui régit la profession. Par ailleurs, le décret-loi No 81 indique que les avocats peuvent organiser et animer des programmes de formation juridique destinés au public.

62. Le Gouvernement a mis en cause les motivations de l'entité qui s'est plainte au Rapporteur spécial et a estimé que des règles claires devaient être établies pour la recevabilité des allégations. A titre d'exemple, dans l'affaire de l'avocat Leonel Morejón Almagro, le Gouvernement a fait savoir que celui-ci avait été expulsé de l'Organización Nacional de Bufetes Colectivos en raison de son incapacité constante à s'acquitter de ses obligations professionnelles, ce qui portait préjudice à la fois aux clients et au prestige de l'organisation. Comme cela était prévu dans la loi, M. Morejón avait fait appel devant le Ministre de la justice, alléguant que s'il avait effectivement commis des erreurs, celles-ci étaient dues au grand nombre d'affaires dont il avait à connaître et à sa méconnaissance de certains détails. Le Ministre a confirmé l'arrêt ordonnant l'expulsion.

63. En ce qui concerne M. Gómez Manzano, le Gouvernement a expliqué que sa demande tendant à créer une association d'avocats avait été rejetée car les objectifs d'une telle association auraient été semblables à ceux de l'actuelle "Unión Nacional de Juristas de Cuba" (Union nationale des juristes de Cuba), ce qui est contraire à la législation cubaine.

Observations

64. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement de sa réponse détaillée. Elle révèle en effet que le Gouvernement, à travers le Ministre de la justice, exerce un certain contrôle sur les sanctions disciplinaires infligées aux avocats. Le Principe No 28 des Principes de base des Nations Unies relatifs au rôle du barreau précise que : "les procédures disciplinaires engagées contre des avocats sont portées devant l'instance disciplinaire impartiale constituée

par l'ordre des avocats, devant une autorité statutaire indépendante ou devant un tribunal et elles doivent être susceptibles de recours devant un organe judiciaire indépendant" (non souligné dans le texte). Le fait que Leonel Morejón Almagro ait fait appel devant le Ministre de la Justice et que celui-ci ait rejeté son appel signifie que la législation ne contient aucune disposition garantissant le recours devant un organe judiciaire indépendant, comme le prévoit le Principe No 28.

Egypte

Communication adressée au Gouvernement

65. Le 23 septembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé un appel urgent au Gouvernement égyptien au sujet de deux avocats, Mohammad Sulayman Fayyad et Hamdi Haykal, qui avaient été arrêtés le 17 juin 1997 dans la ville de Banha pour avoir critiqué la loi No 96 de 1992 au cours d'un rassemblement public. Ils auraient été accusés d'être en possession de publications critiquant la loi de 1996, qui permet aux propriétaires fonciers d'expulser les agriculteurs, et d'avoir incité ceux-ci à s'opposer à la loi, même si cela a été fait par des moyens pacifiques. D'après les informations reçues, ils auraient été torturés au pénitencier de Tora par des agents de sécurité. Ils auraient ensuite été transférés à la prison de haute sécurité de Tora. Les autorités auraient avisé leurs avocats ou leurs familles du lieu où ils étaient incarcérés seulement le 19 juin et, même alors, les détenus n'auraient pu voir personne en raison d'une mesure interdisant aux avocats et aux familles de leur rendre visite. Le Rapporteur spécial a également appris que, le 9 août 1997, Sayyed Ahmad al-Tokhi, un des avocats de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OHR), avait été arrêté à l'aéroport du Caire pour ses activités pacifiques contre la loi No 96. Il a été maintenu pendant deux jours dans trois centres de détention différents sans que des charges aient été réunies contre lui. Selon la source des informations, il aurait finalement été interrogé, le 11 août, en présence des avocats de la défense au bureau du procureur du Service de la sûreté de l'Etat. Avant son transfert à la prison de Mazra'at Tora, où il aurait été détenu au moment de l'intervention, il aurait été incarcéré initialement dans la prison de al-Mahkoum à Tora où il aurait fait l'objet de mauvais traitements. Il a été accusé de propager oralement des idées qui sont en contradiction avec les principes fondamentaux du régime au pouvoir.

Communication reçue du Gouvernement

66. Le 15 octobre 1997, le Gouvernement égyptien a répondu à l'appel urgent du Rapporteur spécial; dans sa réponse, le Gouvernement affirmait que tous les droits des individus en question étaient respectés et que ces affaires étaient examinées dans l'ordre, conformément à la loi. Au sujet des cas de MM. Mohamed Soliman Fayed et Hamdy Heikal, le Gouvernement a fait savoir au Rapporteur spécial que ces deux individus avaient provoqué des troubles de façon préméditée et organisée afin d'inciter les agriculteurs à s'opposer de force à l'application de la loi No 96 de 1992 sur les baux ruraux. D'après le Gouvernement, les deux personnes avaient été arrêtées sur ordre du procureur après que des perquisitions effectuées à leur domicile eurent révélé l'existence de tracts invitant la population à s'opposer de force à la loi.

Le Gouvernement a signalé qu'au cours de leur séjour au pénitencier de Tora, ces deux individus avaient agressé des policiers militaires qui travaillaient dans la prison. Une enquête avait été ouverte à ce sujet. En ce qui concerne le cas de M. Ahmed Altouhky, le Gouvernement a fait savoir au Rapporteur spécial qu'il avait été arrêté le 9 août 1997 à l'aéroport du Caire alors qu'il essayait d'échapper au mandat d'arrêt délivré par le procureur pour les mêmes raisons que celles exposées dans l'affaire concernant MM. Fayed et Heikal. Le procureur avait ouvert une enquête à ce sujet mais n'était pas arrivé à une décision définitive. D'après le Gouvernement, rien dans les faits se rapportant à de ces trois affaires ne permettait d'entrevoir un lien quelconque avec la profession d'avocat des intéressés, et tous les droits de ces derniers avaient été pleinement respectés au moment de l'enquête et de la détention.

Observations

67. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement égyptien pour sa réponse.

France

Communication adressée au Gouvernement

68. Le 7 novembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé une communication au Gouvernement français au sujet de la grève du 6 novembre 1997, à laquelle la majorité des 33 000 avocats français avait participé afin d'attirer l'attention des autorités sur le manque de ressources humaines et financières du système judiciaire français, qui se traduisait par l'engorgement des tribunaux. Par ailleurs, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement de lui faire part des derniers développements concernant le projet de réforme du système judiciaire français.

Observations

69. A ce jour, le Gouvernement français n'a pas répondu.

Géorgie

Communication adressée au Gouvernement

70. Le 23 septembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé une communication au Gouvernement géorgien lui faisant part de ses inquiétudes au sujet des allégations d'immixtion de l'exécutif dans les procédures pénales ainsi que dans les procès politiquement sensibles. Il semblerait également que les juges font preuve de modération afin de conserver leur poste et que les jugements concernant des affaires politiquement sensibles sont rendus par la Cour suprême de Géorgie qui agit comme tribunal de première instance. D'après la source des informations, les arrêts rendus par la Cour suprême seraient considérés comme définitifs et le droit d'interjeter appel devant une juridiction supérieure serait refusé. Le Rapporteur spécial a également appris que les amendements apportés au Code pénal, en avril 1995, restreignent

considérablement les droits reconnus aux avocats pour assurer la défense de leurs clients. Selon la source des informations, certains de ces amendements auraient pour effet de restreindre le libre accès aux documents importants reconnu aux avocats de la défense.

Communications reçues du Gouvernement

71. Le 19 janvier 1998, le Gouvernement a répondu par l'envoi d'une copie de la lettre datée du 16 janvier 1998, qui avait été adressée au Haut-Commissaire aux droits de l'homme. Le Gouvernement a fait savoir que la Géorgie avait adopté une nouvelle Constitution démocratique le 24 août 1995 et que, conformément à celle-ci, le Parlement géorgien avait adopté, le 13 juillet 1997, la Loi fondamentale régissant les juridictions de droit commun. Le Gouvernement a déclaré que cette Loi fondamentale avait entièrement modifié le statut des tribunaux du pays dans leurs rapports avec les autres organismes ou autorités. Le Gouvernement souhaitait connaître l'opinion du Haut-Commissaire à ce sujet.

Observations

72. De toute évidence, la Géorgie connaît actuellement une série de transformations pour passer de l'ancien système soviétique à la démocratie. Le Gouvernement reconnaît que, sous l'ancien régime, les tribunaux pouvaient être influencés de diverses façons.

73. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement pour sa réponse et procédera dans un premier temps à l'examen des textes de la nouvelle Loi fondamentale puis il fera part de ses observations en temps voulu.

Inde

Communications adressées au Gouvernement

74. Le 21 février 1997, le Rapporteur spécial a adressé une communication au Gouvernement indien, dans laquelle il demandait à être informé du déroulement de l'enquête sur l'enlèvement et l'assassinat de M. Jalil Andrabi, avocat et défenseur des droits de l'homme. Cette affaire avait donné lieu à un échange de correspondance entre le Rapporteur spécial et le Gouvernement en 1996. Le Rapporteur spécial l'avait signalé dans son rapport de 1997 (E/CN.4/1997/32, par. 110 à 115).

75. Le 29 mai 1997, le Rapporteur spécial a transmis une communication au Gouvernement indien concernant Jasved Singh, avocat défenseur des droits de l'homme qui aurait été menacé et harcelé par la police. Il avait été accusé d'héberger des terroristes et plus de 100 perquisitions auraient été faites à son domicile. Selon la source des informations, Jasved Singh aurait subi ce traitement en raison de ses activités dans le domaine des droits de l'homme et parce qu'il assure la défense de terroristes présumés. Dans la même communication, le Rapporteur spécial a évoqué ses lettres précédentes concernant l'enlèvement et le meurtre de Jalil Andrabi et a demandé au Gouvernement de lui fournir des informations sur l'état de l'enquête.

76. Le 13 juin 1997, le Rapporteur spécial, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, a adressé un appel urgent au Gouvernement au sujet de T. Puroshotham, avocat et secrétaire adjoint du Comité Andhra Pradesh pour les libertés civiles, qui aurait été attaqué le 27 mai 1997 par des policiers en civil et grièvement blessé à la tête. Selon la source des informations, les "Green Tigers" (Tigres verts), groupe qui aurait été constitué par le gouvernement d'Andhra Pradesh en collaboration avec la police pour contrer les activités des défenseurs des droits de l'homme, auraient revendiqué la responsabilité de l'agression.

77. Le 1er août 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement indien une communication contenant des informations supplémentaires sur le harcèlement et les actes d'intimidation dont Jasved Singh avait été victime. D'après les informations reçues par le Rapporteur spécial, Jasved Singh réside dans l'Etat du Punjab et exerce auprès de tribunaux sous-régionaux. Il est également membre d'organisations locales de défense des libertés civiles. Ses ennuis auraient commencé en 1987, lorsqu'il avait été accusé de mener des activités terroristes et subversives. Il a été relâché après 33 jours de détention et toutes les charges qui avaient été retenues contre lui ont été abandonnées. Selon la source des informations, M. Singh aurait été arrêté pour meurtre en 1990; il aurait été emprisonné pendant 20 jours et aurait été acquitté par la suite. La source des informations a également affirmé que Jasved Singh aurait été soumis à un interrogatoire musclé sur son rôle en tant qu'avocat défenseur des deux hommes sikhs accusés du meurtre de Pisham Prakesh, le Président du Congrès du district de Khanna.

78. Le 23 septembre 1997, le Rapporteur spécial a transmis une communication au Gouvernement indien concernant les actes de harcèlement dont trois avocats et un juge auraient été victimes. Selon les informations reçues, un groupe de soldats armés appartenant au 30ème régiment des "Assam Rifles" et un agent de police de Manipur, ont effectué une perquisition au domicile de l'avocat Thokchom Ibohal Singh, le 4 avril 1997. Celui-ci aurait été accusé de sympathiser avec une organisation secrète et de participer à son financement, sans que cela ait été prouvé. Le Rapporteur spécial a également appris que l'avocat Khaidem Mani Singh, vice-président du barreau de Manipur, avait été arrêté avec son épouse dans la soirée du 31 mars 1997 et qu'il avait été accusé d'héberger des chefs de l'opposition armée. Le Rapporteur spécial a également été informé de la perquisition opérée le 4 juillet 1997 au domicile de Chongtham Cha Surjeet par un détachement de l'armée indienne et des forces d'intervention rapide de la police de Manipur. Enfin, le Rapporteur spécial s'est déclaré profondément préoccupé par les allégations concernant M. W.A. Shishak, juge auprès de la Haute Cour de Gauhati, dont le domicile avait été perquisitionné le 10 décembre 1996. Selon la source des informations, cette incursion pourrait être liée aux activités menées par le juge pour la défense des droits de l'homme à Manipur.

79. Le 24 septembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé un appel urgent au Gouvernement indien concernant l'avocat Ravi Nair, Directeur exécutif du Centre de documentation d'Asie du Sud, à New Delhi. Selon la source des informations, Ravi Nair aurait reçu deux appels téléphoniques d'un policier qui se serait présenté en tant que commissaire divisionnaire de la police de Delhi et qui l'aurait menacé d'arrestation et de coups et blessures.

Communications reçues du Gouvernement

80. Le 4 juillet 1997, le Gouvernement indien a répondu à la communication du Rapporteur spécial en lui adressant des informations supplémentaires sur le cas de l'avocat défenseur des droits de l'homme Jasved Singh. Dans la même lettre, le Gouvernement avait inclus des informations concernant le décès de Jalil Andrabi. Selon le Gouvernement, les magistrats de la Haute Cour de Srinagar pour le Jammu-et-Cachemire avaient examiné le rapport établi par l'Equipe spéciale chargée de l'enquête et ordonné, le 10 avril 1997, que tout soit fait pour assurer que l'officier de l'armée territoriale Avtar Singh soit soumis à un interrogatoire. Les autorités en question ont également été invitées à collaborer avec l'Equipe spéciale chargée de l'enquête.

81. Le Rapporteur spécial a reçu, le 29 septembre 1997, une réponse du Gouvernement indien concernant le cas de Ravi Nair. Il a été informé que la Mission permanente de l'Inde avait contacté M. Nair au sujet des allégations de harcèlement, et que la Commission nationale des droits de l'homme était saisie de cette question. Selon le Gouvernement, des investigations étaient en cours.

82. Le 9 octobre 1997, le Gouvernement indien a répondu à l'appel urgent adressé conjointement avec le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires sommaires ou arbitraires, concernant l'avocat T. Purushottam. Selon le Gouvernement, T. Purushottam avait été attaqué à Station Road, Mahbubnagar, par des individus non identifiés. L'officier de police du commissariat le plus proche avait immédiatement conduit T. Purushottam à l'hôpital public pour qu'il y soit soigné et avait également recueilli sa déposition. Le Gouvernement indien a fait savoir au Rapporteur spécial que le commissaire adjoint ainsi que le commissaire de police du secteur s'étaient rendus au chevet de T. Purushottam à l'hôpital afin d'établir les faits. D'importants efforts étaient déployés pour identifier les auteurs de l'agression.

83. Le 23 octobre 1997, le Gouvernement indien a adressé une réponse au Rapporteur spécial au sujet de la perquisition qui aurait été faite par les forces de sécurité au domicile du juge de la Haute Cour de Guwahati, M. W.A. Shishak. Selon le Gouvernement, l'attention du Président de la Haute Cour de Guwahati avait été attirée sur cet incident; ce dernier avait immédiatement ordonné que la plainte officielle adressée à l'Union indienne et à l'administration locale de Nagaland soit enregistrée. Les officiers de l'armée concernés avaient reçu l'ordre de communiquer leur réponse dans un délai d'une semaine et, dans l'intervalle, le commissaire de police de Dimapur avait donné des instructions pour que la police se rende sur les lieux et procède à une enquête. L'audience a eu lieu le 7 avril 1997 et des déclarations écrites ont été déposées par les autorités de l'armée et de la police. La Haute Cour de Guwahati a conclu que l'incident résultait d'une confusion causée par le fait que l'immeuble perquisitionné n'était pas le domicile officiel du juge Shishak et que l'un des membres de son équipe ressemblait au suspect recherché par les forces de sécurité. Le Gouvernement a informé le Rapporteur spécial que des informations concernant les autres allégations mentionnées dans sa communication lui seraient adressées dès qu'elles auraient été reçues des autorités concernées.

Observations

84. Le Rapporteur spécial tient à remercier le Gouvernement indien pour ses réponses et se félicite des mesures efficaces qui ont été prises dans ces affaires. Il reste cependant préoccupé par les allégations qui lui sont fréquemment communiquées touchant le harcèlement et les actes d'intimidation dont des avocats seraient victimes de la part de la police et des forces de sécurité. Il demande au Gouvernement indien d'examiner ces allégations de façon systématique, approfondie et impartiale afin d'identifier les responsables et de les poursuivre en justice.

85. En ce qui concerne le cas de Jalil Andrabi, bien qu'il se félicite de ce qu'une enquête ait été diligentée au sujet de son décès, le Rapporteur spécial demeure néanmoins préoccupé par le fait que celle-ci n'ait pas encore abouti.

Indonésie

86. Le 12 juin 1997, le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement indonésien à propos d'allégations communiquées le 23 octobre 1996, concernant Mochtar Pakpahan et Bambang Widjojanto. Le Rapporteur spécial a été informé que, le 25 octobre 1996, un collège de juges de la Cour suprême présidé par le juge Soajano, Président de la Cour, avait annulé l'acquiescement de M. Pakpahan prononcé le 29 septembre 1995 par un autre collège de juges de la Cour suprême présidé par le juge Adi Andajo. Cette annulation est intervenue après un pourvoi en révision ("judicial review") présenté conformément à l'article 263 du Code indonésien de procédure pénale qui stipule notamment qu'une décision de justice qui a été prononcée, sauf lorsqu'elle exonère l'inculpé de toutes les charges relevées contre lui, peut être l'objet d'un recours devant la Cour suprême formé par la personne condamnée ou par ses ayants droit. Selon les allégations, c'était la première fois dans l'histoire judiciaire de l'Indonésie que cette disposition du Code était invoquée par le procureur pour demander la révision d'un acquiescement prononcé par la Cour suprême.

87. Il était allégué en outre que, le 25 octobre 1996 (environ cinq jours avant le départ à la retraite du président de la Cour), lorsque la Cour suprême a prononcé sa décision annulant celle qu'elle avait prise précédemment, M. Pakpahan n'était pas présent à l'audience. Il n'avait pas été avisé de cette affaire et la décision ne lui a été notifiée qu'environ un mois plus tard. Des rivalités au sein de l'appareil judiciaire auraient existé, notamment entre le président de la Cour et le juge Adi Andajo qui avait présidé le premier collège de juges.

88. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial a également demandé au Gouvernement une réponse au sujet des allégations selon lesquelles Bambang Widjojanto, avocat et défenseur de M. Pakpahan, avait été menacé par l'accusation d'être cité à comparaître en qualité de témoin pour déposer contre son propre client.

89. Le Rapporteur spécial a aussi demandé que le Gouvernement réponde aux allégations qu'il avait reçues au sujet des poursuites engagées par Mme Megawati Soekarnoputri contre le Gouvernement à l'initiative duquel

elle aurait été démise de son mandat de chef démocratiquement élu du Partai Demokratik Indonesia (PDI). Des représentants du Gouvernement auraient donné aux juges des instructions sur les moyens de mettre un terme aux poursuites judiciaires pour des raisons techniques, etc.

90. Enfin, dans la même lettre, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement de répondre à sa requête tendant à ce qu'il puisse se rendre sur place pour enquêter sur la situation en ce qui concerne l'indépendance de la justice en Indonésie.

91. La Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a répondu au Rapporteur spécial par une communication datée de septembre 1997. Le Gouvernement demandait que sa communication soit présentée in extenso à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-quatrième session. Bien que, faute d'espace, le Rapporteur spécial n'incorpore généralement pas dans ses rapports le texte intégral des communications qu'il reçoit, il a décidé, dans ce cas particulier, vu la gravité des allégations, d'accéder à la demande du Gouvernement.

92. On trouvera ci-après le texte de la réponse du Gouvernement :

"I. Mochtar Pakpahan

En ce qui concerne le cas de M. Pakpahan, les tribunaux indonésiens ont fourni les éclaircissements suivants :

- A. Au cours du procès devant le tribunal de district de Jakarta Centre, M. Pakpahan a été déclaré coupable d'avoir incité publiquement la population, tant verbalement que par écrit, à enfreindre la loi ou à défier l'autorité publique, ou à commettre des actes tombant sous le coup de l'article 160 du Code pénal indonésien.
- B. Chronologie de l'action en justice intentée contre M. Pakpahan :
1. Le 7 novembre 1994, le tribunal de première instance de Jakarta Centre condamne M. Pakpahan à trois ans de prison pour violation des articles 160 et 64 1).
 2. Le 16 janvier 1995, le tribunal de seconde instance de Jakarta alourdit la sentence qui passe à quatre ans pour la même infraction.
 3. Le 29 octobre 1995, la Cour suprême l'innocente de tous les chefs d'accusation.
 4. Le 6 janvier 1997, à la suite d'une demande en révision du procureur général, la Cour suprême rétablit la sentence de quatre ans, avec effet immédiat.

- C. Le procureur général a décidé de présenter une demande en révision en invoquant les dispositions des paragraphes 1), 2) c) et 3) de l'article 263 du Code de procédure pénale (KUHP) qui se lisent comme suit :

Article 263 1)

'Sauf s'il a été acquitté et si les inculpations portées contre lui ont été levées, un défendeur ou son héritier a le droit d'interjeter appel devant la Cour suprême d'un verdict qui a acquis force exécutoire. Le présent article bénéficie au défendeur ou à son héritier. Il va sans dire que le défendeur ou son héritier ne vont pas présenter un recours en révision s'il y a eu acquittement. Cependant, le présent article n'empêche pas expressément le procureur général de demander la révision lorsqu'un acquittement a été prononcé.'

Article 263 2)

'La demande en révision se fonde sur les raisons suivantes : ...

... c) S'il ressort clairement de la décision que le juge a commis une erreur ou si cette décision est manifestement injustifiée.'

Article 263 3)

'Pour les mêmes raisons que celles qui sous-tendent le paragraphe 2), une demande en révision d'une décision de la Cour ayant acquis force exécutoire peut être formulée si cette décision repose sur une allégation qui a été prouvée mais qui n'est pas passible de poursuites pénales.'

Il est clair que la seule partie visée dans cet article n'est autre que le procureur général.

A cet égard, dans son examen de la cause de M. Pakpahan, le juge de la Cour suprême a commis les erreurs dont la liste suit :

1. Le collège de juges n'a étudié l'affaire qu'au regard des transformations sociales qui caractérisent l'Indonésie et a négligé la législation en vigueur, qui doit être appliquée;
2. Le collège de juges a interprété la loi dans le contexte des transformations sociales du pays pour justifier les infractions du défendeur et l'a innocenté de tous les chefs d'inculpation qui pesaient sur lui plutôt que de considérer le facteur social comme l'un des nombreux aspects de la loi;
3. Le collège de juges a axé sa décision sur les problèmes sociaux du moment plutôt que sur l'ordre juridique;

4. Les juges n'ont pas considéré la loi comme le fondement de leur verdict, mais l'ont plutôt considérée comme un texte de référence lorsqu'ils ont formulé leur conclusion;
 5. Dans leurs attendus, les juges ont déclaré que les lois n'étaient pas la seule source du droit et qu'il y avait d'autres sources, plus importantes, sans spécifier quelles étaient ces sources plus importantes sur lesquelles ils fondaient leur verdict;
 6. Le collège de juges a déclaré que le défendeur, M. Pakpahan, n'était pas responsable de la perte en vies humaines et des dommages matériels résultant de ses actes;
 7. Innocenter M. Pakpahan de son comportement criminel ne pouvait qu'encourager les travailleurs à organiser des grèves illégales dans tout le pays;
 8. Le verdict ne concordait pas avec une autre décision de la Cour suprême condamnant M. Amosi Telaumbanua, l'un des hommes qui ont agi sur instruction directe de M. Pakpahan dans l'affaire en question, ni avec le fait que le juge qui présidait le collège dans l'affaire Pakpahan était aussi membre du collège qui a jugé M. Amosi Telaumbanua.
- D. Le procureur général a fondé sa demande en révision sur les considérations supplémentaires suivantes :
1. Principe de l'équilibre : le droit de réexaminer une affaire ne devrait pas être accordé seulement au défendeur ou à son héritier(ère), mais aussi au procureur général;
 2. Principe de l'intérêt général : selon l'article 49 de la loi No 5/1986 sur le Tribunal administratif adoptée par le Parlement, on doit entendre par intérêt général l'intérêt de la nation ou de l'Etat, ou l'intérêt de la communauté, ou l'intérêt du programme de développement de l'Etat dans le respect de la loi.
Selon la loi No 5/1991 sur le procureur général votée par le Parlement, on doit entendre par intérêt général, l'intérêt de la nation, de l'Etat et de la communauté.
 3. Principe de la common law : Tap MPR (décision de l'Assemblée populaire consultative) II/MPR/1994 sur les GBHN (grands principes de politique générale) stipule qu'une nouvelle loi n'est pas seulement créée par la promulgation d'un texte par le pouvoir législatif, mais aussi par la jurisprudence. En outre, le décret présidentiel No 17/1994 sur Repelita VI (cinquième plan quinquennal de développement), à la rubrique "droit", confère notamment "un plus grand rôle au pouvoir judiciaire dans l'élaboration de nouvelles lois visant la réalisation de la justice sociale pour le peuple par la jurisprudence".

4. Droit ancien : le "Reglement op de Strafvordering" et les règlements No 1/1969 et No 1/1980 de la Cour suprême précisent que le procureur général peut demander la révision d'une décision du tribunal ayant acquis force exécutoire.
- E. En conclusion, la décision de la Cour suprême d'annuler sa décision précédente, qui innocentait M. Pakpahan de tous les chefs d'inculpation, et de réimposer la condamnation à quatre ans précédemment infligée par la Haute Cour ne viole pas l'article 263 du Code indonésien de procédure pénale, comme il est suggéré à tort dans votre communication, mais trouve au contraire sa base juridique dans ledit article.
- F. Il n'est pas exact de prétendre que ni M. Pakpahan, ni son conseil juridique n'ont été avisés de la décision assez tôt pour pouvoir la contester, alors que leur demande de révision de la décision de la Cour suprême est encore en cours d'examen à ce jour.
- G. Les magistrats concernés ont confirmé que, d'un bout à l'autre du procès de M. Pakpahan, les dispositions pertinentes du Code indonésien de procédure pénale avaient été pleinement respectées par le collège des juges. Contrairement aux allégations, le défendeur et son conseil, ainsi que tous les témoins ont été entendus équitablement et les droits de toutes les parties ont été respectés. Le collège des juges a joui de toute l'indépendance garantie par la loi indonésienne pour s'acquitter de sa tâche et chacun a été absolument libre pendant tout le procès d'agir selon ses propres convictions et son sens de la justice. A aucun moment et sous aucun prétexte l'exécutif n'est intervenu dans le procès.

II. Bambang Widjojanto

Les allégations selon lesquelles M. Bambang Widjojanto, défenseur de Mochtar Pakpahan, a été menacé d'être contraint de témoigner contre son propre client sont absolument sans fondement. L'enquête a confirmé l'absence de toute preuve corroborant ces allégations et l'avocat de M. Pakpahan a eu toute possibilité de s'acquitter de sa tâche envers son client. En fait, M. Widjojanto représente toujours M. Pakpahan qui a interjeté appel en vue d'une nouvelle révision de la décision de la Cour suprême, celle-ci ayant rejeté ses premières conclusions, après que le procureur général eut ordonné le réexamen de l'affaire.

III. Megawati Soekarnoputri

En ce qui concerne les poursuites engagées contre le Gouvernement par Megawati Soekarnoputri, après avoir été privée de son mandat de chef élu du Partai Demokratik Indonesia (PDI) sur décision du Congrès du PDI à Medan en juin 1996, les éclaircissements donnés par l'autorité judiciaire concernée sont les suivants :

A. Dans l'affaire No 229/1996, Mme Megawati Soekarnoputri et M. Alexander Litaay, en leur qualité, respectivement, de présidente et de secrétaire général du bureau central du PDI du Congrès national de 1993, représentés en justice par des membres de la Defending Team for Indonesian Democracy (TPDI), ont intenté une action contre :

1. Fatimah Achmad en sa qualité de représentante du Comité du Congrès,
2. Fatimah Achmad en tant que représentante de la direction du Congrès,
3. Soerjadi et Buttu R. Hutapea - en leur qualité de Président général et de Secrétaire général du DPP PDI du Congrès de Medan,
4. Le Ministre de l'intérieur,
5. Le commandant en chef des forces armées indonésiennes,
6. Le chef de la police d'Etat,

qui ont tous participé directement à l'organisation et au déroulement du Congrès de Medan.

B. Le tribunal de district de Jakarta Centre a rejeté, le 10 novembre 1996, les accusations portées par Mme Megawati Soekarnoputri contre Soerjadi et certains de ses collègues, le commandant des forces armées indonésiennes, le Ministre de l'intérieur et le chef de la police d'Etat.

C. Le conseil de la magistrature a décidé que l'organisation du Congrès du PDI était une affaire intérieure au Parti, qui avait été résolue en son sein même, sans intervention du tribunal. Comme les défendeurs Nos 1, 2 et 3 étaient des cadres du PDI, le tribunal n'avait pas compétence pour connaître de cette affaire. Cependant, les défendeurs Nos 4, 5 et 6 étant au service de l'Etat, le tribunal a estimé que le Tribunal administratif devait être saisi de leur cas.

D. Le tribunal de seconde instance de Jakarta, dans sa décision No 726/PDT/1997/PT.DKI de juillet 1997, a déclaré recevable l'appel interjeté par Megawati Soekarnoputri et Alexander Litaay et a annulé la décision prise le 10 novembre 1996 par le tribunal de district de Jakarta Centre, lequel avait refusé de juger la cause de Megawati Soekarnoputri et d'Alexander Litaay pour raison d'incompétence.

E. Dans sa décision, le tribunal a déclaré que, en organisant le Congrès de Medan, les défendeurs Nos 1, 2 et 3 avaient enfreint les statuts de 1994 du Parti, et que les défendeurs Nos 4, 5 et 6 avaient enfreint la loi (art. 1365 du Code civil) en autorisant, soutenant, finançant et facilitant le Congrès qui avait abouti aux pertes et dommages causés par les requérants. A cet égard, en vertu de l'article 2 1) de la loi No 14/1997 sur le pouvoir judiciaire et de l'article 50 de la loi No 2/1986, le tribunal a ordonné au tribunal de district de Jakarta Centre de poursuivre l'examen de l'affaire.

- F. Tous les défendeurs ont formé un recours en révision de la décision du tribunal de première instance, recours qui est encore en cours d'examen.
- G. En conclusion, l'allégation selon laquelle les juges chargés de l'affaire ont agi sur instruction d'une entité non judiciaire, à savoir le Gouvernement, est absolument sans fondement puisque la décision du tribunal favorisait des personnes qui mettaient en cause des agents de l'Etat. Ce fait confirme qu'il n'y a pas eu intervention inappropriée ou injustifiée dans la procédure judiciaire concernant l'affaire Megawati Soekarnoputri.

En ce qui concerne l'autorisation que vous avez sollicitée du Gouvernement de conduire une mission en Indonésie pour enquêter sur la situation en ce qui concerne l'indépendance des juges et des avocats et en rendre compte, je suis au regret de devoir vous informer que, étant actuellement occupé par les préparatifs de la session quinquennale de l'instance suprême de l'Etat, le Congrès du peuple, avant les élections présidentielles de mars 1998, le Gouvernement indonésien préférerait reporter cette visite à une date plus opportune. Cependant, je me permets d'appeler votre attention sur le fait que le Gouvernement indonésien continuera, comme toujours, à être à votre disposition pour vous donner toute information que vous pourriez lui demander. Comme vous le savez certainement, le Gouvernement indonésien accorde une grande valeur aux travaux de tous les mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU, y compris ceux des rapporteurs thématiques. D'ailleurs, l'Indonésie a reçu la visite du Rapporteur spécial sur la torture en 1991, du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires sommaires ou arbitraires en 1994 et, en 1995, de la plus haute autorité dans le domaine des droits de l'homme, le Haut-Commissaire. De même, je voudrais réitérer l'obligation et l'engagement de mon gouvernement de protéger l'indépendance des juges et des avocats contre toute ingérence injustifiée.

Je puis vous assurer, Monsieur, que l'indépendance du pouvoir judiciaire, garantie par l'Etat et consacrée dans la Constitution de 1945, ainsi que toutes les autres lois, sont respectées et mises en oeuvre par le Gouvernement. De plus, la loi indonésienne sur les principes fondamentaux de l'ordre judiciaire énonce les principes qui régissent un jugement équitable et impartial ainsi que la présomption d'innocence.

Enfin, je tiens à réitérer l'engagement du Gouvernement de la République indonésienne de coopérer pleinement avec tous les mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU, y compris le Rapporteur spécial chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats. Mon gouvernement nourrit l'espoir sincère que ces explications seront présentées in extenso à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-quatrième session."

Observations

93. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement de ses réponses. Il n'entre pas dans son mandat de contester le bien-fondé des décisions des tribunaux internes. Cependant, lorsqu'il est allégué que de telles décisions sont prises par des cours ou des tribunaux dont l'indépendance et l'impartialité laissent à désirer, il est conforme au mandat du Rapporteur spécial d'enquêter sur de telles allégations.

94. L'information que le Rapporteur spécial a reçue de diverses sources, dont il n'a aucune raison de mettre la crédibilité en doute, ainsi que le contenu de la communication du Gouvernement, laissent sans réponse plusieurs questions liées à l'indépendance des tribunaux. Un recours en révision formé par M. Pakpahan devant la Cour suprême est en suspens. Il est inquiétant, cependant, que celui-ci purge actuellement sa peine d'emprisonnement, bien qu'il soit traité à l'hôpital.

95. Le Rapporteur spécial est convaincu que le Gouvernement lui donnera les moyens de se rendre en mission sur place.

Iran (République islamique d')

Communication adressée au Gouvernement

96. Le 2 juillet 1997, le Rapporteur spécial, de concert avec les Rapporteurs spéciaux sur la promotion et la protection de la liberté d'opinion et d'expression et sur les exécutions extrajudiciaires sommaires ou arbitraires, ainsi qu'avec le Représentant spécial sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, a adressé un appel urgent en faveur de Faraj Sarkouhi, écrivain et rédacteur en chef du mensuel Adineh. M. Sarkouhi aurait signé la déclaration de 1994 dans laquelle 134 écrivains lançaient un appel pour qu'il soit mis fin à la censure en Iran. Selon les renseignements reçus, Faraj Sarkouhi a été arrêté le 27 janvier 1997 après avoir été détenu au secret pendant plusieurs semaines en novembre 1996. Il aurait été jugé à huis clos pour divers chefs d'accusation, y compris l'espionnage, crime qui emporterait obligatoirement la peine de mort. De plus, il n'aurait pas été autorisé à constituer un avocat, et ni le public ni les observateurs internationaux n'auraient été autorisés à assister au procès. Selon les mêmes sources, la peine de mort a été prononcée.

Communication reçue du Gouvernement

97. Le 16 juillet 1997, le Gouvernement de la République islamique d'Iran a adressé au Rapporteur spécial une réponse à l'appel urgent conjoint envoyé le 2 juillet 1997. Selon le Gouvernement, Faraj Sarkouhi avait quitté Téhéran pour l'Allemagne en novembre 1996 et toute allégation concernant sa détention au cours de cette période était donc sans fondement. Il a été arrêté le 2 février 1997 pour espionnage et tentative de départ illégal à l'étranger. Le Gouvernement a appelé l'attention sur le fait que M. Sarkouhi n'avait jamais été jugé ni condamné et qu'il jouira de tous les droits que garantit le respect de la légalité, y compris le droit à l'équité du procès et aux services d'un défenseur.

Observations

98. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement de sa prompte réponse.

Kenya

Communications adressées au Gouvernement

99. Le 1er août 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement kényen une communication concernant l'assassinat de l'avocat S.K. Ndungi, le 22 avril 1997. Selon la source, M. Ndungi se chargeait fréquemment de la défense de clients jugés au pénal dans d'importantes affaires de vol à main armée, comme ceux qui ont été impliqués en février 1997 dans le braquage de la Standard Chartered Bank, sur l'avenue Moi à Nairobi, au cours duquel 96 millions de shillings kényens ont été volés. Dans cette affaire, M. Ndungi aurait accusé les membres des forces de police d'avoir pris une partie de l'argent volé recouvré. En outre, M. Ndungi aurait découvert des éléments de preuve incriminant ses propres clients ou des policiers, ou les uns et les autres. M. Ndungi aurait été suivi par des personnes non identifiées dans une voiture sans plaque d'immatriculation pendant un certain temps avant sa mort. La source craignait que M. Ndungi n'ait été assassiné en raison de ses activités professionnelles.

100. Le 19 août 1997, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement kényen une communication concernant l'indépendance de la magistrature au Kenya. Il a appelé l'attention du Gouvernement sur le fait que les crédits alloués à la justice étaient insuffisants et que le Président du Kenya faisait des "observations présidentielles", dans lesquelles il prédisait publiquement l'issue des affaires en instance. A la suite d'une de ces observations, M. Hancox, ancien président de la Cour, aurait envoyé une circulaire à tous les magistrats, leur ordonnant de suivre les instructions du Président. En outre, des affaires politiques sensibles n'auraient pas été confiées à des juges considérés soit comme étant favorables aux droits de l'homme, soit comme étant complètement indépendants. En outre, le Rapporteur spécial a reçu des allégations selon lesquelles des avocats militants des droits de l'homme ou défenseurs de partis d'opposition étaient harcelés et sanctionnés économiquement. Ainsi, certains devaient acquitter des impôts excessifs, recevaient souvent des menaces, étaient convoqués au commissariat pour interrogatoire et étaient priés de remettre les dossiers de leurs clients. Le Rapporteur spécial a également mentionné les cas spécifiques suivants :

a) En ce qui concerne le procès de Koigi Wa Wamwere, M. Tuiyot, qui présidait le tribunal, aurait été prévenu en faveur du Gouvernement car il a notamment fait de nombreuses interventions injustifiées lors de la plaidoirie de la défense et refusé qu'ils soit établi un compte rendu du procès, comme celle-ci le demandait;

b) En ce qui concerne le cas de l'avocat Mbuthi Gathenji, il a été signalé que celui-ci aurait été arrêté, détenu et harcelé du fait de ses activités d'avocat. M. Gathenji a été empêché d'agir en faveur de victimes des violences qui se sont produites en 1993 dans les provinces de l'Ouest et de la Rift Valley et d'engager des poursuites au civil contre les responsables

présumés. M. Gathenji a pris les dépositions de plusieurs membres des forces armées qui auraient mis en cause certains agents du Gouvernement;

c) En ce qui concerne l'avocat Wang'ondu Kariuki, celui-ci aurait été arrêté et accusé d'appartenir à une organisation illégale de guérilleros connue sous le nom de Mouvement du 18 février. Selon la source, M. Kariuki a signé une confession sous la torture et s'est ensuite rétracté;

d) On a aussi signalé que le bureau de Kituo Cha Sheria, centre de conseils juridiques, a été la cible de cocktails Molotov en une occasion et menacé d'incendie;

e) La Law Society of Kenya serait sous le coup de poursuites judiciaires destinées à contester sa constitutionnalité. Elle défend l'indépendance de la justice et les droits de l'homme au Kenya.

Communication reçue du Gouvernement

101. Le 8 octobre 1997, le Gouvernement kényen a répondu à l'appel urgent du Rapporteur spécial envoyé le 1er août 1997 à propos de l'assassinat de l'avocat S.K. Ndungi. Le Gouvernement a envoyé une copie du communiqué de presse du Procureur de la République du Kenya sur l'enquête concernant cette affaire; il en ressortait que, d'après un premier rapport, le(s) tueur(s) n'avai(en)t pas été identifié(s). Le 11 septembre 1997, il y a eu un second rapport sur de nouvelles investigations, indiquant que le coupable n'avait pas non plus été identifié. Le Procureur général a alors prié le ministère public de confier le dossier au juge de la Cour suprême de Nairobi qui chargerait un cadre supérieur de ses services de conduire l'enquête.

Observations

102. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement kényen de sa prompte réponse et se félicite des mesures concrètes prises dans l'affaire S.K. Ndungi. A cet égard, il souhaite rester informé du déroulement de l'enquête et de ses résultats.

103. Le Rapporteur spécial demeure préoccupé par le nombre d'allégations reçues au sujet du harcèlement des avocats et du manque d'indépendance de la magistrature kényenne.

Liban

Communication adressée au Gouvernement

104. Le 19 août 1997, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement libanais une communication concernant l'avocat Mohammed Mugraby. Selon la source, M. Mugraby avait été l'objet de menaces et d'actes d'intimidation liés à ses activités de défense des droits de l'homme. Le 23 septembre 1994, il aurait reçu une convocation du Procureur militaire adjoint, M. Mouyasser Shuker, pour expliquer sa défense de George Haddad, militant des droits sociaux et victime présumée de tortures, devant un tribunal militaire. Il a en outre été rapporté que le barreau de Beyrouth avait rejeté une affaire que lui avait présentée le Ministère de la défense, affaire dans laquelle M. Mugraby était accusé de

diffamer le Gouvernement libanais. Dans cette affaire, il a été allégué que le Gouvernement avait intercepté un fax dans lequel M. Mugraby exposait les violations des droits de l'homme dont ses clients avaient été victimes et que le Procureur général avait formé trois recours en annulation des décisions du barreau de Beyrouth. Il a aussi été signalé que les débats en appel n'avaient pas été conformes au Code de procédure civile libanais et que M. Mugraby n'en avait pas été informé, qu'aucune citation à comparaître ne lui avait été signifiée et qu'aucun document officiel, y compris les décisions objets de l'appel et la déclaration d'appel, ne lui avait été communiqué. En outre, le juge qui présidait le tribunal n'aurait pas voulu écouter les requêtes de M. Mugraby et aurait donné pour instruction qu'il soit consigné dans le compte rendu que M. Mugraby n'avait pas répondu à l'appel.

Observations

105. A ce jour, le Gouvernement libanais n'a pas répondu.

Malaisie

106. Dans son troisième rapport à la Commission, le Rapporteur spécial a appelé l'attention sur plusieurs poursuites pour diffamation engagées devant les tribunaux malaisiens à la suite d'un article intitulé "Malaysian Justice on Trial" (La justice malaisienne en jugement) (E/CN.4/1997/32, par. 123 et suiv.). Sur les 14 actions en justice par lesquelles sont réclamés des dommages-intérêts pour un total de 940 millions de ringgits malaisiens, quatre le sont contre le Rapporteur spécial, auquel on réclame un total de 280 millions de ringgits malaisiens.

107. Dans la première des actions engagées contre le Rapporteur spécial par deux sociétés, la Haute Cour de Malaisie, à Kuala Lumpur, a débouté et condamné aux dépens le Rapporteur spécial, qui avait demandé de radier l'affaire en raison de l'immunité de juridiction qui s'attache à ses fonctions à l'ONU. La Cour lui a ordonné de déposer sa contestation de la demande dans les deux semaines et refusé de surseoir à l'exécution dans l'attente du jugement en appel. Le Président de la Cour d'appel siégeant comme juge unique a rejeté la demande de sursis à l'exécution présentée à la Cour d'appel.

108. Le Rapporteur spécial a déposé sa contestation de la demande le 11 juillet 1997. Les 20 et 21 août 1997, trois juges ont statué sur son pourvoi devant la Cour d'appel. Le 20 octobre, dans un jugement écrit, la Cour d'appel a débouté le Rapporteur spécial et l'a condamné aux "frais et dépens".

109. Depuis, le Rapporteur spécial a demandé à la Cour fédérale, qui est la juridiction de dernier recours, l'autorisation de se pourvoir devant elle. L'audience concernant cette demande a été fixée au 16 février 1998.

110. La demande de radiation des deuxième et troisième affaires présentée par le Rapporteur spécial est en suspens, dans l'attente de la décision de la Cour fédérale concernant le recours pour déni d'appel formé dans la première affaire. Sa demande de radiation de la quatrième affaire doit être examinée le 3 mars 1998.

111. Les 11 poursuites restantes, intentées contre d'autres personnes citées ou nommées dans l'article incriminé sont en suspens, le tribunal étant saisi de demandes incidentes.

112. Dans son troisième rapport, le Rapporteur spécial a aussi fait état d'allégations selon lesquelles le Procureur général de la Malaisie proposait des amendements à la loi de 1976 relative à la profession judiciaire; il se déclarait préoccupé par les conséquences fâcheuses pour l'indépendance de cette profession qui résulteraient de l'adoption d'une telle proposition (par. 130 et suiv.). Dans une communication datée du 3 mars 1997, le Gouvernement a notamment assuré le Rapporteur spécial que la loi sur la profession judiciaire ne serait pas modifiée sans que le barreau malaisien soit consulté.

113. Par ailleurs, le 4 novembre 1997, le Rapporteur spécial a écrit au Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève au sujet d'une information préoccupante qu'il avait reçue. Selon cette information, une circulaire datée du 16 juin 1997 avait été adressée à une quinzaine de services administratifs, leur donnant pour instruction de ne confier aucune affaire aux trois cabinets d'avocats désignés parce qu'ils étaient "antigouvernementaux". Il se trouve que ces trois cabinets sont les plus importants de Malaisie. La circulaire émanait du Ministère des finances et faisait état d'une décision prise le 19 février 1997 par le Conseil des ministres.

Communication reçue du Gouvernement

114. Le 28 janvier 1998, le Rapporteur spécial a reçu une lettre datée du 23 janvier 1998 en réponse aux allégations contenues dans sa lettre du 4 novembre 1997. Le Gouvernement avance, entre autres, que la relation entre lui et les cabinets d'avocats auxquels il confie ses affaires est en essence la même que la relation entre un client et un fournisseur de services. Comme d'autres clients, le Gouvernement a le droit de donner du travail à qui il veut. Le Gouvernement a déclaré qu'il reconnaissait pleinement le principe 16 des Principes de base relatifs au rôle du barreau et que les trois cabinets d'avocats étaient libres d'avoir d'autres clients.

Observations

115. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement de sa réponse. Il reconnaît que le Gouvernement est libre de s'adresser aux juristes de son choix, mais celui-ci n'a pas dit pourquoi les trois cabinets en question étaient qualifiés d'"antigouvernementaux" dans la circulaire du 16 juin 1997.

116. Dans son deuxième rapport à la Commission (E/CN.4/1996/37, par. 162), le Rapporteur spécial a indiqué qu'il enquêtait sur des allégations selon lesquelles le système judiciaire était manipulé, qu'il avait recueilli des informations et continuait à en recevoir. Le Rapporteur spécial a reçu de graves allégations qui jettent le doute sur l'indépendance et l'impartialité des tribunaux dans certaines affaires impliquant certains avocats qui représentent des intérêts commerciaux. Etant donné les faits exposés aux paragraphes 106 à 111 du présent rapport, le Rapporteur spécial n'a pas été en mesure de poursuivre son enquête sur ces allégations.

MexiqueCommunications adressées au Gouvernement

117. Le 19 février 1997, le Rapporteur spécial a adressé un appel urgent au Gouvernement mexicain au sujet de l'avocate Barbara Zamora, membre de l'Association nationale des avocats démocratiques (ANAD). Selon la source, Mme Zamora était l'objet de brimades et avait reçu des menaces de mort. Depuis décembre 1996, certains membres de cette association auraient été harcelés. On a pénétré par effraction dans le cabinet des avocats Jesús Campos Linas, Maria Luisa Campos Aragón et José Luis Contreras, membres de l'ANAD. Selon la source, l'ANAD est un groupe d'avocats indépendants qui plaident dans des affaires touchant les droits des travailleurs et des autochtones. Il a également été signalé que, récemment, suite à une série de brimades, l'ANAD avait déposé plainte en bonne et due forme auprès du ministère public, demandant une enquête et la protection voulue. Cependant, à la date de l'appel, aucune protection n'avait été fournie et aucune enquête n'avait été ouverte.

118. Le 19 août 1997, le Rapporteur spécial a envoyé une communication au Gouvernement mexicain concernant le juge Julio César Sánchez Narváez. Ce dernier aurait reçu des menaces de mort émanant de Javier López y Conde, Président du Tribunal supérieur de l'Etat de Tabasco. Javier López y Conde aurait relevé le juge Sánchez de ses fonctions parce que celui-ci n'avait pas signé un ordre d'incarcération à l'encontre de René Brando Bulnes, ancien député local du Parti de la révolution démocratique (PRD), qui était jugé pour fraude et avait déjà été écroué. Selon la source, le juge Sánchez avait ordonné, au cours du procès de René Brando Bulnes, que celui-ci soit relâché, décision que le Président du Tribunal supérieur lui avait demandé de modifier. La source s'est déclarée préoccupée par le fait que les menaces dont le juge Sánchez était l'objet pourraient être mises à exécution.

Communication reçue du Gouvernement

119. Le 20 octobre 1997, le Gouvernement mexicain a répondu au Rapporteur spécial au sujet de l'allégation selon laquelle le juge Julio César Sánchez Narváez avait été relevé de ses fonctions. Selon le Gouvernement, ce juge n'a pas été relevé de ses fonctions mais a démissionné; il cherchait à éviter la responsabilité pénale d'une fraude présumée pour laquelle il est jugé. Il a interjeté appel devant des juridictions de degrés divers, mais même le recours en amparo a été rejeté, le 19 mai 1997. Le Gouvernement a déclaré que la plainte présentée par le juge Sánchez devant différentes organisations de défense des droits de l'homme pour violation présumée de ses droits est sans fondement et qu'il cherche à s'assurer l'impunité pour une infraction qu'il a commise.

Nigéria

120. Le Rapporteur spécial note qu'il n'a reçu aucune réponse du Gouvernement concernant les conclusions et recommandations contenues dans le rapport sur la situation des droits de l'homme au Nigéria présenté à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session (E/CN.4/1997/62 et Add.1).

Le respect de la légalité et, en particulier, l'indépendance des juges et des avocats dans ce pays, sont des questions qui continuent de préoccuper le Rapporteur spécial, lequel attend avec beaucoup d'intérêt le rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Nigéria (E/CN.4/1998/62).

Pakistan

Communications adressées au Gouvernement

121. Le 23 septembre 1997, le Rapporteur spécial a envoyé une communication au Gouvernement pakistanais au sujet de ses précédentes communications datées du 17 janvier 1996 et du 28 septembre 1995, dans lesquelles il demandait à pouvoir conduire une mission afin d'enquêter sur la situation en ce qui concerne l'indépendance de la magistrature et des professions judiciaires.

122. Le 16 octobre 1997, le Rapporteur spécial a envoyé un appel urgent concernant le juge à la retraite Arif Iqbal Hussain Bhatti, tué le 19 octobre 1997, dans son bureau de Lahore; le juge avait acquitté deux frères chrétiens accusés de blasphème lors d'une affaire très médiatisée en 1995. Selon la source, le juge avait reçu une série de menaces émanant d'extrémistes musulmans pendant la campagne pour l'application de la peine capitale aux personnes condamnées pour blasphème. Au moins sept juges et avocats qui avaient offert une aide judiciaire à des personnes accusées de blasphème auraient été la cible de tireurs et d'assassins opérant depuis un véhicule. Parmi eux, se trouvaient Asthma Jahangir, avocate et membre fondatrice de la Commission pakistanaise des droits de l'homme, qui aurait reçu régulièrement des menaces de groupes extrémistes musulmans depuis le procès de 1995, dans lequel elle avait fourni une aide judiciaire aux deux frères chrétiens.

123. Le 24 novembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé un deuxième appel urgent au Gouvernement pakistanais en faveur de Mohammad Akram Sheikh, Premier avocat de la Cour suprême du Pakistan et Président sortant du barreau de la Cour suprême, qui aurait été l'objet de mesures d'intimidation, de menaces de mort et d'agression physique de la part de deux membres du parti au pouvoir, la Ligue musulmane du Pakistan (PML) et de militants de ce parti. Selon la source, M. Akram Sheikh a été agressé parce qu'il s'opposait à la politique de la PML concernant la magistrature et l'indépendance du barreau.

124. En outre, le Rapporteur spécial a envoyé un appel urgent, le 28 novembre 1997, pour exprimer sa préoccupation au sujet d'informations diffusées par les médias concernant les tensions entre les pouvoirs exécutif et judiciaire au Pakistan. Un tribunal régional de Quetta, dans la province du Baloutchistan, aurait suspendu le Président de la Cour suprême du Pakistan et, le lendemain, la Cour suprême aurait annulé cette décision. Le Rapporteur spécial a aussi rappelé au Gouvernement pakistanais qu'il n'avait reçu aucune réponse aux lettres dans lesquelles il avait exprimé le désir d'entreprendre une mission au Pakistan.

125. Le 11 décembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé un autre appel urgent en faveur de Mohammad Akram Sheikh, Premier avocat de la Cour suprême du Pakistan et Président sortant du barreau de la Cour suprême. Le Rapporteur spécial a reçu de nouveaux renseignements concernant les menaces de mort que M. Akram Sheikh avait reçues de trois militants de la PML alors qu'il quittait le bâtiment de la Cour suprême le 18 novembre 1997 et lorsqu'il y était entré à titre d'ami de la Cour, le 19 novembre 1997. A sa demande, la police lui avait fourni un garde du corps pendant trois jours et demi, mais il n'avait pas été protégé ultérieurement, malgré des menaces de mort répétées. La source a aussi indiqué que le Forum des avocats de la PML avait exigé, par voie de presse, que M. Akram Sheikh soit jugé pour haute trahison et sédition.

126. Le Rapporteur spécial reste très préoccupé par les fortes tensions entre l'exécutif et le judiciaire. A cet égard, il a publié le 1er décembre 1997 un communiqué de presse dans lequel il exprimait sa profonde préoccupation devant la crise constitutionnelle qui se développe au Pakistan. Il a fait référence à la prise d'assaut du bâtiment de la Cour suprême par une foule hostile, le 28 novembre, à la suite de quoi le Président de la Cour avait écrit au chef de l'Etat au sujet de la sécurité de la Cour et de ses juges. Le Rapporteur spécial a dit qu'il craignait que l'on aboutisse au Pakistan à une situation de non-droit.

127. Par ailleurs, le Rapporteur spécial a reçu des renseignements selon lesquels la Cour suprême avait prévu d'examiner, entre le 19 et le 22 janvier 1998, les requêtes pour outrage à magistrat déposées contre M. Akram Sheikh et quelques journalistes mentionnés dans son deuxième rapport (E/CN.4/1996/37, par. 199), en même temps que la requête pour outrage déposée contre le Premier Ministre, qui aurait conduit à la prise d'assaut de la Cour suprême le 28 novembre 1997. Etant donné ce qu'impliquent ces affaires pour l'indépendance de la magistrature, le Rapporteur spécial a écrit au Gouvernement, le 8 janvier 1998, pour lui faire savoir qu'il aimerait pouvoir assister aux audiences de la Cour suprême d'Islamabad à titre d'observateur.

Communications reçues du Gouvernement

128. Dans des lettres du 4 décembre 1997 et du 7 janvier 1998, le Gouvernement a répondu aux allégations mentionnées dans les lettres du 16 octobre et du 21 novembre 1997 du Rapporteur spécial. Pour ce qui est de l'assassinat du juge à la retraite M. Arif Iqbal Bhatti, le Gouvernement a indiqué que l'enquête était en cours et qu'il n'était pas exclu qu'il se soit agi de représailles après l'acquittement des deux frères chrétiens. En ce qui concerne Asthma Jahangir, elle est protégée par la police.

129. S'agissant de M. Akram Sheikh, le 25 novembre 1997, le Gouvernement a envoyé une réponse à l'appel urgent adressé, le 21 novembre 1997, par le Rapporteur spécial. Il a informé ce dernier que la version des événements décrite dans ledit appel ne correspondait pas à celle que lui avait présentée M. Akram Sheikh, laquelle était elle-même sujette à caution. Le Gouvernement a confirmé que M. Akram Sheikh assistait la Cour suprême en qualité d'ami de la Cour. Il a indiqué qu'un incident s'était produit à l'heure du thé et qu'une plainte avait été déposée auprès de la Cour suprême au sujet de la conduite de M. Akram Sheikh par un avocat qui disait avoir été brutalisé et insulté par celui-ci. A la fin de l'audience de ce jour-là, Akram Sheikh a fait devant

la Cour une déclaration dans laquelle il a expliqué qu'il avait eu un violent échange verbal avec un certain Kh. Muhammad Asif, qui l'avait frappé. Selon le Gouvernement, Akram Sheikh a souligné qu'il avait volontiers pardonné à M. Asif et n'avait jamais déposé plainte. En outre, le Gouvernement a ajouté que Akram Sheikh n'avait pas formulé d'allégations contre le sénateur Pervaiz Rashid et qu'il avait bénéficié de mesures de sécurité spéciales.

Observations

130. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement de sa réponse. Cependant, à ce jour, le Gouvernement n'a pas répondu à ses autres communications. Le Rapporteur spécial reste très préoccupé par les événements qui se sont produits récemment au Pakistan et qui font planer le doute sur la situation en ce qui concerne l'indépendance de la justice dans ce pays.

131. Le Rapporteur spécial réitère qu'il serait heureux de se rendre en mission au Pakistan.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Communication adressée au Gouvernement

132. Le 19 août 1997, le Rapporteur spécial a envoyé une communication au Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée au sujet du cas de M. Powes Parkop, avocat et Directeur exécutif du Forum de défense des droits individuels et des droits communautaires (Individual and Community Rights Advocacy Forum). Selon la source, M. Parkop aurait été arrêté le 12 mai 1997 en vertu de l'article 64 du Code pénal de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et accusé d'avoir commis par deux fois, les 25 et 26 mars 1997, l'infraction d'attroupement illicite. La source a dit en outre que M. Parkop avait été arrêté pour son rôle dans l'organisation d'une manifestation pacifique de protestation contre le contrat passé par le Gouvernement avec Sandlines International pour l'envoi de personnel militaire étranger à Bougainville.

Observations

133. Le Gouvernement n'a pas répondu à ce jour.

Pérou

Communication adressée au Gouvernement

134. Le 4 septembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement péruvien un appel urgent concernant la juge Elba Greta Minaya Calle. Selon les renseignements reçus, une décision publiée le 13 août 1997 autorisait le Procureur de la République à déposer une plainte au pénal contre Elba Greta Minaya Calle pour des délits présumés d'outrage et résistance à l'autorité, abus de pouvoir à l'encontre des membres du corps judiciaire et terrorisme. Elle pourrait être arrêtée à tout moment et gardée à vue pendant 15 jours. Toutefois, il y aurait eu un tollé général et le Gouvernement aurait rendu publique une autre décision annulant la première et ordonné une enquête interne sur les allégations de faute professionnelle de la juge Elba Greta Minaya Calle. Les mesures prises à son encontre seraient liées à une ordonnance d'habeas corpus prononçant la mise en liberté de Carmen Cáceres Hinostroza, qui serait en détention.

Communications reçues du Gouvernement

135. Le Gouvernement péruvien a envoyé deux communications concernant l'état d'urgence. Le 8 janvier 1997, le Gouvernement a informé le Haut Commissariat aux droits de l'homme que, le 18 décembre 1996, l'état d'urgence avait été décrété pour une période de 60 jours dans le département de Lima et la province de Callao et étendu, pour 60 jours également, aux provinces de Coronel Portillo et Padre Abad dans le département de Uycallí ainsi qu'à la province de Puerto Inca dans le département de Huánuco. Suite à l'état d'urgence, l'exercice des droits consacrés à l'article 2 de la Constitution était suspendu dans lesdites juridictions, à savoir droit à l'inviolabilité du domicile (par. 9), droit au secret et à l'inviolabilité des communications et des documents privés (par. 11), droit de réunion pacifique (par. 12), droit de ne pas être arrêté sans un mandat d'arrêt rédigé de façon précise et délivré par un juge ou la police, en cas de flagrant délit, et droit d'être présenté à un magistrat compétent dans un délai de 24 heures ou dès l'arrivée au lieu de destination (par. 24 F).

136. Le 6 juin 1997, le Gouvernement a informé le Rapporteur spécial que, le 23 mai 1997, l'état d'urgence avait été prolongé pour une période de 60 jours dans les provinces ci-après : Oxapampa, dans le département de Pasco; Satipo et Chanchamayo, dans le département de Junín; Huancavelica, Castrovirreyna et Huaytara, dans le département de Huancavélica; Huamanga, Cangallo et La Mar, dans le département de Ayacucho; districts de Quimbiri et Pichari, dans la province de La Convención et dans le département de Cuzco; Chincheros, dans le département de Apurímac; département de Huánuco (sauf dans les provinces de Puerto Inca, Yarowilca, Dos de Mayo et dans le district de Huacrachuco, dans la province de Marañón), département de San Martín, district de Yurimaguas dans la province de Alto Amazonas. L'état d'urgence dans ces territoires signifiait la suspension de l'exercice des droits consacrés aux paragraphes 9, 11, 12 et 24 F de l'article 2 de la Constitution péruvienne.

137. Le Gouvernement a fourni trois réponses concernant le cas de l'avocat Heriberto Benítez, qui avait fait l'objet d'une lettre transmise par le Rapporteur spécial, le 12 décembre 1996 (voir E/CN.4/1997/32, par. 148). Dans sa réponse datée du 13 janvier 1997, le Gouvernement a informé le Rapporteur spécial que Heriberto Benítez bénéficiait de toutes les facilités nécessaires pour assurer la défense de ses clients devant toutes les instances du Conseil suprême de la justice militaire. La même communication indiquait que M. Benítez avait été suspendu par le procureur militaire pour une période de trois mois, en application d'une disposition du Code de justice militaire. M. Benítez avait fait appel de cette décision, mais son recours avait été rejeté par le Tribunal militaire supérieur et il avait été suspendu pour cinq mois, période pendant laquelle il ne pourrait pas représenter ses clients devant les instances militaires.

138. Le 28 janvier 1997, le Gouvernement péruvien a fourni au Rapporteur spécial des informations complémentaires sur la situation de Heriberto Benítez, indiquant que, le 20 décembre 1996, l'intéressé avait bénéficié d'une amnistie en vertu de la loi No 26 700.

139. Le 6 février 1997, le Gouvernement a adressé au Rapporteur spécial une lettre confirmant l'amnistie accordée à Heriberto Benítez en vertu de la loi No 26 700.

140. Le Gouvernement a fourni deux réponses concernant l'agression dont avait été victime le président de la Cour constitutionnelle, M. Ricardo Nugent, et qui avait fait l'objet d'une communication envoyée par le Rapporteur spécial, le 19 novembre 1996. Le 25 janvier 1997, le Gouvernement a expliqué que cette attaque était dirigée non pas contre le Président de la Cour constitutionnelle mais contre une personne non identifiée. Selon le compte rendu de la police, des criminels tentaient d'agresser et/ou d'enlever ladite personne lorsqu'ils ont aperçu les policiers qui étaient là pour protéger le Président de la Cour constitutionnelle. Ils ont alors tiré sur les policiers, tuant deux d'entre eux et blessant un autre. D'après la Direction nationale de la lutte antiterroriste (DINCOTE), rien ne prouvait qu'il s'agissait d'une attaque terroriste contre le Président de la Cour constitutionnelle. Des informations ont également été fournies au sujet de la protection dont bénéficient M. Nugent et sa famille.

141. Le 30 avril 1997, le Gouvernement péruvien a envoyé des informations complémentaires au sujet de l'attaque. Selon le rapport de la police, une attaque terroriste était une hypothèse peu probable étant donné les circonstances de l'incident, le fait que les terroristes utilisent des méthodes différentes et l'absence d'autres éléments qui caractérisent habituellement les actions terroristes.

142. Le 10 septembre 1997, le Gouvernement a fait parvenir au Rapporteur spécial une réponse à l'appel urgent que celui-ci lui avait envoyé le 4 septembre 1996 au sujet de la juge Elba Greta Minaya Calle. Le Gouvernement a expliqué que la liberté de cette dernière n'était pas menacée, aucune charge n'étant retenue contre elle. Toutefois, une enquête était en cours au sujet d'une plainte administrative déposée par les autorités judiciaires concernant une ordonnance d'habeas corpus que la juge avait délivrée illégalement en faveur de Carmen Caceres Hinostroza. Selon le Gouvernement, cette ordonnance était illégale car la juge Minaya Calle l'avait rendue sans qu'une demande ait été faite dans ce sens par l'intéressée ou une autre personne agissant en son nom et sans l'intervention du Procureur, comme requis par la loi. De surcroît, elle avait ordonné la remise en liberté de Carmen Caceres Hinostroza, au sujet de laquelle une enquête était en cours pour des crimes de terrorisme et/ou de trahison, avant de prendre une décision judiciaire, ce qui constitue un délit d'abus de pouvoir, d'outrage et résistance à l'autorité. Le 9 juin 1997, la DINCOTE a communiqué ces faits au Procureur de la République chargé des affaires de terrorisme, lequel a déposé auprès des autorités judiciaires une plainte administrative contre la juge Minaya Calle pour faute professionnelle. Parallèlement, le Procureur de la République a fait de même auprès du Ministère de l'intérieur, demandant que soit publié un arrêté ministériel autorisant le dépôt d'une plainte au pénal contre la juge Minaya Calle. Le 7 juillet 1997, le Ministère de l'intérieur a rendu public un arrêté ministériel autorisant le Procureur de la République à déposer, au nom de l'Etat et pour défendre celui-ci, une plainte au pénal contre la juge Minaya Calle pour outrage et résistance à l'autorité, abus de pouvoir, opposition au système judiciaire et terrorisme. Toutefois, ayant pris connaissance de cette décision, le Ministère de la justice a informé

le Ministère de l'intérieur de l'existence d'une plainte administrative contre la juge Minaya Calle, de sorte qu'il fallait attendre le verdict avant de pouvoir déposer une plainte au pénal. Aussi, le 14 août, le Ministère de l'intérieur a-t-il rendu public un arrêté ministériel annulant celui du 7 juillet et autorisé le Procureur de la République à maintenir la plainte administrative déposée auprès des autorités de tutelle. Par conséquent, selon le Gouvernement, la liberté de la juge Elba Greta Minaya Calle n'est pas menacée, la décision du 7 juillet ayant été rapportée.

Philippines

Communications adressées au Gouvernement

143. Le 13 février 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement philippin un appel urgent au sujet des brimades et des menaces de mort dont seraient l'objet des juges, des avocats défenseurs des droits de l'homme et des avocats travaillant pour le Free Legal Assistance Group (FLAG) aux Philippines, notamment le sénateur Paul Roco, le juge Francis Garchitorena, le juge Jose Balajadia et les avocats Jose Manuel I. Diokno, Efren C. Moncupa, Lorenzo R. Tanada III, Wigverto R. Tanada junior, Arno V. Sanidad, Alexander A. Padilla, Theodore O. Te et Francis P.N. Pangilina. Les deux juges et les avocats susmentionnés auraient reçu des menaces tout au long de l'année 1996 et fait l'objet d'une surveillance non autorisée et leurs bureaux auraient été forcés. Ces actes d'intimidation ininterrompue ainsi que les menaces de mort qu'ils auraient reçues plus récemment, entre le 31 janvier et le 5 février 1997, seraient liés à leur rôle dans l'affaire Kuratong Baleleng, dans laquelle 26 membres de la police nationale philippine ont été inculpés du meurtre, en mai 1995, de 11 personnes soupçonnées d'avoir dévalisé des banques. D'après la source, les menaces proviennent vraisemblablement des membres de la police nationale philippine.

144. Le 3 mars 1997, le Rapporteur spécial a envoyé un appel urgent au sujet des menaces de mort dont a été l'objet le sénateur Paul Roco, Président de la Commission sénatoriale des droits de l'homme et de la justice sociale. Ces menaces s'inscrivent dans la série des actes d'intimidation dirigés contre les juges et les avocats en faveur desquels le Rapporteur spécial avait déjà envoyé un appel urgent.

145. Le 28 mai 1997, le Rapporteur spécial a écrit au Gouvernement pour lui rappeler qu'il n'avait reçu aucune réponse à ses appels urgents envoyés les 13 février et 3 mars 1997.

146. Le 4 août 1997, conjointement avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, le Rapporteur spécial a envoyé un appel urgent au nom d'un avocat, Nicolas Ruiz, qui avait été enlevé en même temps que son chauffeur, Jevée Patalita, le 12 juillet 1997, par des hommes armés habillés de noir, dans un restaurant de San Juan, à Manille. La famille de Me Ruiz a déposé une requête en habeas corpus auprès de la Cour suprême, mais les autorités compétentes auraient nié détenir les deux hommes. Il semblerait également que Me Ruiz ait été l'avocat d'une personne qu'apparemment le Gouvernement soupçonne de participer à des activités illégales.

147. Le 11 décembre 1997, le Rapporteur spécial a écrit au Gouvernement, l'invitant à répondre à l'appel urgent envoyé le 4 août 1997 au sujet de l'enlèvement de Me Ruiz et de M. Patalita.

Communications reçues du Gouvernement

148. Le 3 juin 1997, le Gouvernement a fait parvenir au Rapporteur spécial une réponse au sujet des menaces de mort qu'auraient reçues des membres du FLAG et des avocats défenseurs des droits de l'homme en raison de leur rôle dans les poursuites engagées contre des agents de police dans le cadre de l'affaire Kuratong Baleleng (appels urgents datés des 13 février et 3 mars 1997). Le Gouvernement a informé le Rapporteur spécial que la Direction des enquêtes judiciaires (Criminal Investigation and Detective Management) de la Police nationale des Philippines avait déjà ouvert une enquête. Le Secrétaire à la justice a également demandé au Bureau de la police judiciaire (National Bureau of Investigation) de mener parallèlement une enquête sur cette affaire. Selon le Gouvernement, il n'y a pas de preuves substantielles de l'existence de menaces à l'encontre des membres du FLAG et des autres défenseurs des droits de l'homme, certains avocats ayant déclaré ne pas voir la nécessité de la protection offerte par les agents de sécurité. Le Gouvernement a fait parvenir au Rapporteur spécial copie d'une lettre datée du 30 avril 1997, adressée à M. Ralph Zacklin, responsable du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, dans laquelle le Gouvernement assurait celui-ci que des mesures avaient été prises pour protéger l'intégrité physique des juristes afin qu'ils puissent s'acquitter de leur tâche sans crainte.

Rwanda

Communication adressée au Gouvernement

149. Le 23 janvier 1997, le Rapporteur spécial a, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la torture et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, adressé au Gouvernement un appel urgent au sujet des procès actuellement en cours au Rwanda pour génocide et crimes contre l'humanité. Selon la source, les dispositions des instruments internationaux concernant un procès équitable n'avaient pas été prises en compte. Il semblerait en outre que certains des accusés n'aient pas eu accès à un avocat et que les garanties prévues par la loi n'aient pas été pleinement assurées. Certains des accusés avaient été condamnés à mort. On a également signalé des cas où les accusés ont été soumis, avant l'audience, à de mauvais traitements. Outre que certains procureurs et juges n'auraient reçu que quatre mois de formation, l'impartialité et l'indépendance du pouvoir judiciaire d'une manière générale n'auraient pas été garanties.

150. Le 30 septembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement rwandais un appel urgent concernant des atteintes présumées à l'indépendance des juges et des avocats dans le cadre des procès pour génocide. Selon la source, des juges avaient été destitués, tandis que d'autres avaient été contraints de quitter le pays parce qu'ils craignaient pour leur vie en raison de l'ingérence des membres de l'armée et du Gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions. Certains responsables auraient été arrêtés, détenus et accusés de participation au génocide, tandis que d'autres auraient été

menacés, voire tués ou auraient disparu. Il semblerait également que, dans les procès pour génocide, des défenseurs se soient vu refuser le droit de consulter leur dossier et que l'on ait refusé également de procéder au contre-interrogatoire des témoins à charge. En outre, des membres de la justice et du Gouvernement auraient refusé le droit à un conseil et des tribunaux n'auraient pas informé les défenseurs de leur droit d'être défendus par un avocat durant l'interrogatoire et avant le procès. Des procureurs, des procureurs adjoints et des avocats de la défense auraient été menacés, arrêtés ou tués, ou auraient disparu. Ainsi, Me Murengezi, accusé d'avoir participé au génocide, a disparu le 30 janvier 1997, tandis que Me Munyagishali, également accusé de participation au génocide et inculpé de crime contre l'humanité, a été arrêté en février 1996. On a en outre signalé le manque d'objectivité de la "commission de triage", mise en place pour recommander la relaxe des détenus en cas d'insuffisance de preuves.

Observations

151. Aucune réponse n'a encore été reçue du Gouvernement. Le Rapporteur spécial a eu l'occasion de lire le rapport de situation sur les procès pour génocide au 31 octobre 1997, établi par l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda. Le Rapporteur spécial a également pu lire le rapport du Représentant spécial de la Commission sur la situation des droits de l'homme au Rwanda, présenté à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale (A/52/522, annexe).

152. La situation politique actuelle au Rwanda a rendu difficile le fonctionnement d'un système judiciaire indépendant et impartial. La pénurie de ressources tant financières qu'humaines constitue un grave sujet de préoccupation. Le Rapporteur spécial souscrit aux recommandations tant de l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda que du Représentant spécial en ce qui concerne l'amélioration du système judiciaire.

Afrique du Sud

153. La Commission de la vérité et de la réconciliation est chargée de rassembler des éléments d'information auprès d'institutions, d'organisations, d'organismes, de sociétés et de particuliers afin de comprendre le rôle joué par ces derniers dans le domaine des droits de l'homme (violation ou protection de ces droits) durant la période de l'apartheid, c'est-à-dire du 1er mars 1960 au 10 mai 1994, et de définir les changements à apporter pour empêcher que ces abus se renouvellent.

154. Le Rapporteur spécial a été informé que les juges sud-africains avaient été invités à comparaître devant la Commission, qui devait se pencher sur un grand nombre de questions relatives au fonctionnement du système judiciaire durant cette période et sur la manière dont le corps judiciaire, y compris certains juges avait contribué aux violations des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a appris par la suite que plusieurs juges, notamment le Président de la Cour suprême, son prédécesseur et le Président de la Cour constitutionnelle, avaient décliné l'invitation. Cependant, de nombreux juges ont soumis des déclarations écrites. Le Président et le Vice-Président de la Cour suprême, le Président et le Vice-Président de la Cour constitutionnelle ainsi que l'ancien président de la Cour suprême ont soumis une déclaration

écrite conjointe. L'ancien président de la Cour suprême, qui était en fonctions durant la période considérée, a soumis une déclaration écrite séparée. Lui non plus n'a pas comparu devant la Commission.

155. Suite à ce défaut de comparution, un représentant de la Commission a consulté le Rapporteur spécial au sujet de l'opportunité de délivrer aux juges des ordres de comparaître devant la Commission.

156. Le Rapporteur spécial a estimé qu'il ne convenait pas de procéder ainsi, pour nobles que soient les objectifs de la Commission. Le fait de citer les juges devant la Commission pour que celle-ci examine leur conduite durant la période considérée reviendrait à rouvrir des affaires déjà jugées, à réexaminer les faits et, d'une manière générale, à évaluer la pertinence des décisions prises. Les juges sont certes comptables de leurs décisions, mais leur responsabilité ne va pas jusqu'à devoir rendre compte de leurs jugements à une autre institution. Cela entamerait sérieusement non seulement leur indépendance mais également celle du système judiciaire en tant qu'institution. En outre, une telle obligation risquerait d'être incompatible avec l'immunité qui est conférée aux juges. Enfin, le fait de soumettre ces derniers à un interrogatoire public sous les projecteurs des médias, pourrait ébranler la confiance de l'opinion dans le système judiciaire; il ne faut pas oublier qu'avant 1994, l'Afrique du Sud n'avait pas de constitution écrite ni de charte des droits que les juges auraient pu appliquer et auxquelles ils auraient pu se référer pour déterminer le caractère légal de certaines dispositions. Pour toutes ces raisons, le Rapporteur spécial a recommandé que la Commission, forte des déclarations écrites présentées par de nombreux juges, formule ses conclusions sans obliger les intéressés à comparaître.

Espagne

Communication adressée au Gouvernement

157. Le 10 novembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement espagnol une communication relative au procès des membres de la direction du parti politique Herri Batasuna. Selon la source, certains membres du Gouvernement espagnol ont fait des déclarations à la presse qui pourraient nuire à l'indépendance du tribunal. C'est ainsi que le Ministre de l'intérieur aurait déclaré à la presse, le 9 mai 1997, qu'à son avis les membres de la direction de Herri Batasuna devraient être condamnés à des peines de prison supérieures à huit ans. En outre, le journal El Mundo a publié, le 15 septembre 1997, un article où on pouvait lire que, d'après des informations émanant du Ministère de l'intérieur, deux des trois magistrats composant le tribunal étaient partisans de la condamnation, tandis que le dernier ne s'était pas clairement prononcé.

Communication reçue du Gouvernement

158. Le 4 décembre 1997, le Gouvernement espagnol a fait parvenir au Rapporteur spécial sa réponse aux allégations susmentionnées. Le Gouvernement a déclaré que les renseignements reçus par le Rapporteur spécial étaient inexacts. Premièrement, la déclaration que le Ministre de l'intérieur aurait faite à la presse était en fait tirée d'une interview donnée à la radio par le Ministre sur diverses questions. En ce qui concerne le procès des membres de

la Direction de Herri Batasuna, le Ministre a déclaré : "Nous sommes tous moralement convaincus qu'ils devraient être envoyés en prison, non pas pour huit ans mais pour beaucoup plus longtemps. Le fond du problème est que la certitude morale n'est pas suffisante; ce qu'il faut, c'est la certitude juridique". Deuxièmement, le Gouvernement a fait observer que l'article publié dans El Mundo faisait allusion à "certaines sources", dont ne faisaient partie ni le Ministère ni l'exécutif. De plus, le ton de l'article était "mesuré et prudent" puisqu'on y disait "tout dépend du déroulement du procès".

Observations

159. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement de sa réponse. Il note cependant que la déclaration du Ministre à la radio, qui n'a pas été démentie, pourrait être interprétée comme une tentative de l'exécutif pour influencer sur le verdict du tribunal.

Suisse

Communications adressées au Gouvernement

160. Le 13 juin 1997, le Rapporteur spécial a, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la torture, adressé au Gouvernement suisse une communication relative au cas de M. Clément Nwankwo, avocat nigérian, militant des droits de l'homme et Directeur exécutif du Constitutional Rights Project à Lagos, qui a été arrêté à Genève le 5 avril 1997 et détenu au secret pendant cinq jours. M. Nwankwo qui se trouvait à Genève pour participer à la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme, a été arrêté sous l'inculpation de vol à l'étalage. Pendant et après son arrestation par la police genevoise il aurait été passé à tabac et aurait reçu des coups de pied. Le Rapporteur spécial a également été informé que M. Nwankwo avait été privé du droit de prendre l'avocat de son choix et qu'il avait été contraint de signer le procès-verbal du jugement devant le juge d'instruction sans la présence de son conseil. Il a également été forcé de signer ce document sans en comprendre la teneur, étant donné que celui-ci était rédigé en français. Enfin, M. Nwankwo aurait été jugé, déclaré coupable et condamné sans être défendu par un avocat et ce, dans le cadre d'un procès qui, selon toutes les apparences, se serait déroulé à huis clos, ce qui conduit à s'interroger sur l'indépendance et l'impartialité du tribunal. M. Nwankwo a été inculpé de vol, condamné à 20 jours de prison et frappé d'une mesure d'expulsion. La condamnation a été prononcée avec sursis.

Communications reçues du Gouvernement

161. Le 27 juin 1997, le Gouvernement a répondu aux deux rapporteurs spéciaux pour les informer que le Représentant permanent adjoint de la Suisse auprès des organisations internationales sises à Genève a fait part à M. Clément Nwankwo des regrets des autorités suisses, notamment des responsables de la police. Selon le Gouvernement, le Conseiller d'Etat au Département de justice et police et des transports de la République et canton de Genève a immédiatement ouvert une enquête administrative sur le traitement réservé à M. Nwankwo durant sa garde à vue. Après avoir reçu les conclusions de l'enquête, il a adressé une lettre à M. Nwankwo, lui demandant d'accepter les excuses du Gouvernement et l'informant que des mesures appropriées seraient

prises à l'encontre des agents de police concernés. Le Gouvernement a également indiqué que M. Nwankwo avait la possibilité d'introduire une action en responsabilité de l'Etat pour obtenir des dommages et intérêts.

162. Le 28 juillet 1997, le Gouvernement a envoyé un complément d'information au sujet du cas de M. Nwankwo. Le Rapporteur spécial a donc reçu copie des décisions judiciaires ainsi que les réponses à un questionnaire de l'Association pour la prévention de la torture. Le Gouvernement a informé le Rapporteur spécial que, le 20 juin 1997, une instance d'appel avait acquitté M. Nwankwo de l'accusation de vol mais l'avait reconnu coupable d'opposition aux actes de l'autorité. Cependant, l'enquête administrative avait conclu que le traitement réservé à M. Nwankwo n'était pas conforme aux règles de déontologie de la police. Le Gouvernement a attiré l'attention sur le fait que des mesures disciplinaires seraient prises à l'encontre des quatre agents de police impliqués dans l'affaire.

Observations

163. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement suisse d'avoir répondu avec promptitude et se félicite des mesures positives prises dans le cadre de l'affaire. Il note toutefois qu'aucune information n'a été fournie au sujet des allégations relatives au manque d'indépendance du tribunal qui a condamné M. Nwankwo en violation des principes de la légalité. En outre, le Rapporteur spécial est quelque peu préoccupé par le fait que l'instance d'appel, tout en annulant la condamnation de M. Nwankwo pour vol, a jugé bon de le condamner pour avoir opposé une résistance aux forces de l'ordre qui l'arrêtaient pour une infraction qu'en droit il n'a jamais commise. Cette condamnation est d'autant plus troublante que le Gouvernement suisse a présenté ses excuses à M. Nwankwo. Ayant été notifié que M. Nwankwo envisage de former un autre recours devant la Cour de cassation, le Rapporteur spécial se garde de tirer des conclusions des faits jusqu'ici portés à sa connaissance. Toutefois, étant donné que le Gouvernement a présenté ses excuses à M. Nwankwo et qu'il a laissé entendre que celui-ci pourrait introduire une action en responsabilité de l'Etat pour obtenir réparation, le Rapporteur spécial recommande au Gouvernement d'offrir à M. Nwankwo des dommages adéquats afin d'éviter ainsi une longue procédure civile ainsi que les frais et dépens qui en résulteront.

Tunisie

Communications adressées au Gouvernement

164. Le 1er août 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement tunisien un appel urgent au sujet de Me Radhia Nasraoui, qui aurait fait l'objet d'actes d'intimidation et de harcèlement dans la nuit du 29 avril 1997 pour des raisons liées à sa défense des victimes de la torture et d'autres violations des droits de l'homme. Selon la source, le cabinet de Me Nasraoui a été forcé, son ordinateur volé, son téléphone coupé et ses papiers éparpillés. Elle aurait été victime d'actes d'intimidation similaires en 1994 et 1995.

165. Le 4 décembre 1997, le Rapporteur spécial a écrit au Gouvernement pour lui demander l'autorisation d'entreprendre, conjointement avec le Rapporteur spécial chargé des questions concernant la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, une mission en Tunisie, afin d'évaluer

la situation en ce qui concerne le respect de la liberté d'opinion ainsi que l'indépendance des juges et des avocats. A cet égard, le Rapporteur spécial a rappelé le rapport que le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a présenté en juillet 1996 au Conseil économique et social (voir E/1996/87) à la suite de sa visite en Tunisie.

Communication reçue du Gouvernement

166. Le 30 septembre 1997, le Gouvernement a répondu à la lettre du Rapporteur spécial en date du 1er août 1997 concernant le cas de Me Nasraoui. Il a informé le Rapporteur spécial que le vol commis au cabinet de Me Nasraoui avait fait l'objet d'une enquête judiciaire, suite à une plainte introduite auprès des services compétents, le 30 avril 1997, par un consœur de Me Nasraoui. En outre, le Gouvernement a déclaré que les deux cambrioleurs avaient été arrêtés et avaient reconnu leur forfait. Le premier avait été condamné à huit mois d'emprisonnement par le Tribunal de première instance de Tunis et le second à quatre mois d'emprisonnement par le juge des enfants. Toutefois, le Gouvernement a démenti les allégations selon lesquelles Me Nasraoui aurait été l'objet d'actes d'intimidation et de harcèlement.

Observations

167. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement tunisien d'avoir répondu avec promptitude. Par ailleurs, il exprime à nouveau le souhait de se rendre en Tunisie, avec le Rapporteur spécial chargé des questions concernant la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, et espère recevoir une réponse positive à cet égard.

Turquie

Communication adressée au Gouvernement

168. Le 21 mai 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement turc un appel urgent au sujet des avocats ci-après : Gazanfer Abbasioglu, Sehabattin Acar, Arif Altinkalem, Meral Bestas, Mesut Bestas, Niyazi Cem, Fuat Hayri Demir, Baki Demirhan, Tahir Elçi, Vedat Erten, Nevzat Kaya, Mehmet Selim Kurbanoglu, Hüsnüye Ölmez, Arzu Sahin, Imam Sahin, Sinasi Tur, Ferudun Celik, Zafer Gür, Mehmet Biçen, Sinan Tanrikulu, Edip Yildiz, Abdullah Akin, Fevzi Veznedaroglu, Sedat Aslantas et Hasan Dogan. Ces avocats auraient été traduits en justice pour des motifs liés à leur appartenance à l'un ou plusieurs des groupes ci-après :

a) Avocats qui défendent souvent des clients devant la Cour de sûreté de l'Etat, auquel cas ils sont assimilés à la cause des défendeurs et, en tant que tels, sont considérés comme des "avocats terroristes" par la police, les procureurs et les magistrats;

b) Avocats présents dans les procès instruits par les cours de sûreté de l'Etat pour des affaires de torture ou d'exécutions extrajudiciaires et qui ont été qualifiés "d'ennemis publics";

c) Avocats qui se prononcent publiquement sur les pratiques en cours en Turquie en matière de droits de l'homme;

d) Avocats qui émettent des opinions sur la question kurde.

Il semblerait en outre que ces avocats aient été poursuivis en vertu d'une législation d'exception qui permet la détention au secret pendant une période maximale de 30 jours. Les avocats auraient également subi des sanctions économiques et/ou des pressions, des brimades et des tortures, ou seraient devenus la cible de "tueurs inconnus". Par ailleurs, le Rapporteur spécial a rappelé la lettre qu'il a adressée au Gouvernement le 16 février 1996, dans laquelle il faisait part de son désir d'effectuer une mission en Turquie.

169. Le 27 mai 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement turc un appel urgent au sujet de Me Mahmut Sakar, Vice-Président de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) et Président de la section de Diyarbakir de cette association. Selon la source, Mahmut Sakar se trouvait en détention et était interrogé sous la menace de la torture. Le bureau de l'IHD à Diyarbakir aurait été perquisitionné et des revues, des livres et des correspondances auraient été saisis. Il semblerait que Mahmut Sakar ait été mis en détention uniquement pour ses activités de défenseur des droits de l'homme.

170. Le 7 octobre 1997, le Rapporteur spécial a, conjointement avec le Rapporteur spécial chargé de la question de la promotion et de la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, envoyé une communication concernant Esber Yagmurdereli, avocat, écrivain et docteur en philosophie. Selon les renseignements reçus, M. Yagmurdereli a été jugé et condamné à mort en 1978, en vertu de l'article 146 du Code pénal turc, pour avoir "tenté de changer l'ordre constitutionnel par la force". A cause de son handicap physique, la peine a été commuée en peine d'emprisonnement à vie. En 1991, l'intéressé a bénéficié d'une amnistie conditionnelle qui accordait le sursis pour les délits tels que ceux prévus à l'article 146 du Code pénal turc. Suite à un discours prononcé après sa remise en liberté, la Cour de sûreté d'Istanbul l'a reconnu coupable de "séparatisme" et condamné à 10 mois d'emprisonnement. Cette peine a été confirmée par la juridiction supérieure d'appel. Aussi le Tribunal pénal de Samsun a-t-il décidé que Esber Yagmurdereli serait obligé de purger le reste de la peine prononcée antérieurement contre lui. Un recours aurait été rejeté à la mi-septembre.

171. Le 7 novembre 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement turc un appel urgent concernant le juge Kamil Serif, qui s'est dessaisi d'une affaire le 6 novembre 1997 en raison, semble-t-il, d'intenses pressions exercées par des institutions et des hommes politiques étrangers et turcs. Le juge présidait le procès, dans la ville de Afyon, de neuf agents de police accusés de la mort en janvier 1996 du journaliste de gauche Metih Goktepe. Le Rapporteur spécial a également rappelé les lettres qu'il avait adressées au Gouvernement les 16 février et 21 mai 1997, dans lesquelles il lui faisait part de son souhait d'entreprendre une mission en Turquie afin de vérifier sur place les allégations mettant en cause l'indépendance des juges et des avocats.

Communication reçue du Gouvernement

172. Le 27 novembre 1997, le Gouvernement a fait parvenir au Rapporteur spécial une réponse à l'appel urgent commun envoyé au nom de Esber Yagmurdereli. Selon le Gouvernement, M. Yagmurdereli est membre d'une organisation terroriste illégale appelée THKPC (Pionniers révolutionnaires

du peuple) et a été condamné à la réclusion à vie pour avoir contrevenu à plusieurs articles du Code pénal turc, notamment en incitant au vol à main armée et au pillage. Remis en liberté grâce à une amnistie conditionnelle le 1^{er} août 1991, il a commis un nouveau délit en contrevenant à l'article 8 de la loi antiterroriste (incitation à la violence contre l'Etat par la propagande) un mois seulement après sa libération. Le Code pénal turc stipule que lorsque le bénéficiaire d'une amnistie conditionnelle commet un nouveau délit, il est tenu de purger tout le reste de la peine antérieure ainsi que la nouvelle peine. Par conséquent, M. Yagmurdereli, condamné le 28 mai 1997 à dix mois d'emprisonnement par la Cour de sûreté d'Istanbul et tenu, en vertu de la loi, de purger le reste de sa peine antérieure, a été condamné à un total de 23 ans d'emprisonnement. Son appel a été rejeté le 20 octobre 1997. Il a toutefois été libéré le 9 novembre 1997, pour raisons de santé, en application de l'article 339/2 du Code de procédure pénale. Le Gouvernement a souligné que cette libération ne constituait pas une amnistie mais une relaxe pour raisons de santé, et que l'exécution de la sentence était suspendue pendant un an. La durée de cette suspension est à la discrétion du Procureur général.

173. Le 5 janvier 1998, le Gouvernement turc a répondu à la lettre du Rapporteur spécial en date du 7 novembre 1997 concernant le juge Kamil Serif. Selon le Gouvernement, M. Serif s'était démis de ses fonctions en raison, avait-il dit, des pressions auxquelles il était soumis de la part de l'opinion publique, des médias, de la presse et de certains milieux, notamment de partis politiques. Il avait en outre affirmé avoir reçu des lettres et des coups de téléphone d'Istanbul, d'Ankara et d'Australie, et qu'il avait été blessé et troublé par les allégations de corruption dont il était l'objet dans le pays et à l'étranger. Le Gouvernement a ajouté que M. Serif avait déclaré ne plus vouloir présider le tribunal, faute de pouvoir maintenir son impartialité. Le Rapporteur spécial a également été informé qu'en vertu de l'article 29 du Code turc de procédure pénale un juge peut demander à être dessaisi d'une affaire pour des motifs juridiques, auquel cas sa requête est approuvée ou rejetée par l'instance supérieure. La demande du juge Kamil Serif de dessaisissement de l'affaire concernant M. Metin Göktepe est en cours d'examen par la juridiction pénale supérieure de Sandikli.

Observations

174. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement turc de ses réponses et se félicite de la libération de Esber Yagmurdereli, même s'il ne s'agit que d'un sursis pour raisons de santé. En ce qui concerne le juge Kamil Serif, on ne sait pas très bien quelles mesures le Gouvernement a prises pour protéger ce dernier de toute intervention injustifiée ou ingérence dans la procédure judiciaire, comme prévu au Principe 4 des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature. Le Rapporteur spécial n'a pas reçu de réponse à ses communications antérieures datées des 21 et 27 mai 1997. Par ailleurs, il réaffirme son désir d'effectuer une mission en Turquie et espère recevoir une réponse positive à cet égard.

Venezuela

Communication adressée au Gouvernement

175. Le 19 février 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement vénézuélien un appel urgent concernant les avocats Adrian Gelves Osorio et Joe Castillo, membres du bureau des droits de l'homme du Vicariat apostolique. Selon la source, le ministère public a engagé des poursuites pour "usurpation de fonctions" contre le bureau du Vicariat apostolique. Ces poursuites résulteraient de deux plaintes déposées en novembre 1996 auprès du Commandant de la police d'Etat et concernant la mort d'un civil aux mains de la police. Ces plaintes contenaient des renseignements détaillés sur l'incident, notamment les noms des témoins, et on y demandait l'ouverture d'une enquête. Dans le Code pénal vénézuélien, le délit d'usurpation de fonctions est défini comme étant "le fait d'assumer ou d'exercer illégalement des fonctions publiques, civiles ou militaires". Selon la source, cette accusation est sans fondement. L'une des principales tâches de l'organisation susmentionnée serait de consigner les actes de violence arbitraires commis par les forces de police, en particulier contre les populations autochtones. La réception des plaintes en bonne et due forme fait partie de ses fonctions et trouve son fondement dans le droit de pétition, qui est consacré par la Constitution vénézuélienne (art. 67).

Observations

176. Le Gouvernement n'a pas encore répondu.

Yougoslavie

Communication adressée au Gouvernement

177. Le 19 août 1997, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie un appel urgent dans lequel il exprimait sa préoccupation au sujet de M. Nikola Barovic, avocat et défenseur des droits de l'homme, qui, au cours d'un débat télévisé en direct, aurait été agressé et grièvement blessé par un garde du corps de M. Vojislav Seselj, chef et candidat présidentiel du Parti radical et maire de la municipalité de Zemun, à Belgrade. Selon la source, M. Barovic défend de nombreux clients politiquement impopulaires dans l'ex-Yougoslavie, aussi bien des Croates et des Serbes que des Albanais. Il aurait ainsi défendu une famille croate expulsée de son domicile en application d'un arrêté d'éviction pris par la municipalité de Zemun et apparemment annulé par le tribunal de district de Belgrade le 10 juillet 1997. Il semble également que M. Barovic se soit prononcé publiquement contre les mesures d'expulsion prises par les autorités pour des raisons d'ordre ethnique.

Observations

178. Aucune réponse n'a encore été reçue du Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

179. Le Rapporteur spécial est préoccupé par le nombre croissant de plaintes faisant état du fait que les gouvernements identifient les avocats avec la cause de leurs clients. C'est souvent le cas des avocats qui représentent des personnes accusées dans des affaires politiquement sensibles. En règle générale, rares sont les avocats qui se chargent de telles affaires, et ce quelle que soit la juridiction; aussi sont-ils bien connus. Le fait d'assimiler un avocat à la cause de son client pourrait être considéré comme un acte d'intimidation et de harcèlement, à moins qu'il existe des preuves justifiant cette identification. Les gouvernements sont tenus de protéger ces avocats contre les actes d'intimidation et de harcèlement.

180. C'est ainsi que, dans les Principes de base relatifs au rôle du barreau, les gouvernements sont expressément invités à garantir notamment ce qui suit :

"16. Les pouvoirs publics veillent à ce que les avocats : a) puissent s'acquitter de toutes leurs fonctions professionnelles sans entrave, intimidation, harcèlement ni ingérence indue; b) puissent voyager et consulter leurs clients librement, dans le pays comme à l'étranger; et c) ne fassent pas l'objet, ni ne soient menacés de poursuites ou de sanctions économiques ou autres pour toutes mesures prises conformément à leurs obligations et normes professionnelles reconnues et à leur déontologie.

17. Lorsque la sécurité des avocats est menacée dans l'exercice de leurs fonctions, ils doivent être protégés comme il convient par les autorités."

Aux termes du Principe 18 "les avocats ne doivent pas être assimilés à leurs clients ou à la cause de leurs clients du fait de l'exercice de leurs fonctions".

181. C'est pourquoi le Rapporteur spécial considère que s'il y a des raisons d'assimiler les avocats à la cause de leurs clients, il appartient au Gouvernement d'adresser les plaintes à l'organe disciplinaire compétent dans le domaine judiciaire.

182. On constate également un accroissement des plaintes pour non-respect, par les gouvernements, des garanties judiciaires internationalement acceptées, en particulier dans le cas des crimes liés au terrorisme, ce qui conduit à s'interroger sur l'intégrité, l'indépendance et l'impartialité des tribunaux. Le Rapporteur spécial continue de rassembler des informations à ce sujet afin de mieux comprendre les difficultés qu'éprouvent les gouvernements à faire respecter la légalité dans de telles affaires et de déterminer l'ampleur des erreurs judiciaires commises par les tribunaux.

183. Le Rapporteur spécial exprime également sa préoccupation au sujet du nombre de pays où les juges sont nommés à titre provisoire et n'ont donc pas un emploi stable, ce qui est contraire aux Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature (Principes 11 et 12). Ce type de nomination

fait peser une menace grave sur l'indépendance de la magistrature, en particulier lorsque ces juges provisoires sont dotés des mêmes pouvoirs que les juges permanents et siègent pendant de longues périodes. Ces juges provisoires sont vulnérables à l'ingérence du pouvoir exécutif voire aux tensions au sein de la magistrature.

184. Il est préoccupant de constater les problèmes rencontrés par les pays en transition pour ce qui est de mettre en place un système judiciaire indépendant et impartial. Outre la pénurie de ressources financières, le manque de cadres et d'équipements est considéré comme un des principaux facteurs à l'origine de ces problèmes. Les situations actuelles au Rwanda, au Cambodge et dans certains pays d'Europe orientale en sont, entre autres, l'illustration. Le Rapporteur spécial continue de collaborer à cet égard avec le Service des activités et programmes du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

B. Recommandations

185. S'appuyant sur certaines des observations qu'il a faites auparavant sur la situation dans différents pays et sur ses activités, le Rapporteur spécial tient à formuler quelques recommandations précises.

186. Dans le cas de la Suisse, le Rapporteur spécial recommande que le Gouvernement offre à M. Clement Nwankwo une indemnité adéquate, de façon à éviter ainsi une longue procédure civile devant les tribunaux suisses ainsi que les frais et dépens qui en résulteront.

187. Au paragraphe 4 de la résolution 1994/41 portant définition du mandat du Rapporteur spécial, la Commission prie instamment tous les gouvernements de prêter leur concours et leur aide au Rapporteur spécial dans l'exercice de son mandat et de lui fournir tous les renseignements demandés. Dans cet esprit, le Rapporteur spécial exhorte les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à répondre à ses communications ainsi qu'à ses demandes d'autorisation de se rendre en mission dans le pays concerné.

188. Le Rapporteur spécial prie tous les Etats Membres de répondre rapidement au questionnaire sur l'application des Principes de base relatifs au rôle du barreau, que le Centre de prévention de la criminalité internationale de Vienne devrait adresser aux gouvernements avant la fin de l'année 1998. A cet égard, le Rapporteur spécial prie également les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de répondre dès que possible au questionnaire précédent sur l'application des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature qui leur a été soumis.
